

**Chapitre 13 : « THEORIE GENERALE DE L'EMPLOI, DE L'INTERET
ET DE LA MONNAIE » :**
J.M KEYNES et LE TRIOMPHE DE LA MACROECONOMIE
-(1935)-

13.1) Introduction : Peut-on parler d'un « *Triomphe de la macroéconomie* » ?

I) Oui et non.....

I1) L'idée commune est « oui »

Comme chacun sait, tout distingue à priori Microéconomie (ou Micro) et Macroéconomie (ou Macro).

Conventionnellement, la Macro est apparue dans le contexte de la crise des années trente, dans le sillage de la contestation cambridgienne de la théorie Microéconomique (d'obédience marshallienne et pigouvienne, du nom des deux Professeurs de Keynes) alors dominante. Ce mouvement a culminé en 1936 avec Keynes dont les dictionnaires disent à peu près la même chose, soit : « *He revolutionized economics with his classic book, **The General Theory of Employment, Interest and Money** (1936)* » (Site : « *The history of economic thought website* » ou HET). Les biographies de Keynes unifient sa vie avec les retombées de la dite révolution sur la Théorie économique, et phénomène nouveau sur la **POLITIQUE ECONOMIQUE** des principaux pays industrialisés. On peut le constater en lisant la biographie jointe au document de cours N° 6.3, et empruntée au site anglais HET. *Ce triomphe peut, selon nous, se résumer par l'acceptation unanime, de l'idée démontrée dans l'œuvre de Keynes, selon laquelle l'économie capitaliste ne possède pas les forces autorégulatrices qui lui sont prêtées pour réaliser, de manière durable, le plein emploi.*

La distinction, maintenant devenue évidente dans l'enseignement entre microéconomie et macroéconomie, ne date cependant seulement de l'après guerre (après 1945). Distinction qui peut de façon sommaire se résumer par : à la microéconomie, le problème de l'allocation optimale des ressources des unités indépendantes, compte tenu du système donné des « *prix relatifs* » ; à la macroéconomie, le problème du *système des prix* (et donc de la monnaie) et des relations entre production et consommation, en considérant les capacités de l'intervention publique à orienter celles-ci vers la réalisation du plein emploi. Si l'outil mathématique des modèles s'est imposé dans les deux types d'approche, dans la macroéconomie il a plus clairement pris la forme d'une économétrie des agrégats.

Ce n'est pourtant que pour éviter de bousculer les représentations des étudiants sur l'évolution, que nous acceptons de traiter d'un « triomphe de la Macroéconomie ». Non pas que nous pensions que la macroéconomie a toujours été l'âme de la pensée économique (bien que cette idée ne soit totalement pas fausse). Ni que nous considérions le débat libéral sur la distinction micro/macro, comme un combat avec un vainqueur et des vaincus.

I2)mais dans une optique libérale c'est non

Dans notre propos, l'idée est plutôt qu'il n'y a pas de triomphe. Affirmer le contraire, c'est prendre *une évolution méthodologique et épistémologique*, dont le moteur est l'évolution de la science mathématique, pour ce qu'elle n'était pas : c'est à dire une « *révolution de la pensée libérale* » sous les deux appellations successives de « marginalisme » puis de « keynésianisme ». Pas de triomphe : sinon on méconnaîtrait *l'évolution historique de la perception, donc de la représentation, des activités économiques propre au libéralisme*. Ces

activités ont toujours été considérées à la fois comme un résultat de l'action humaine, individuelle, et comme résultat de forces sociales saisissables soit de manière **comptable**, soit de manière **mathématique**, selon l'état de développement de la connaissance mathématique. **Nous pouvons appeler ceci le dualisme de la symbolique économique, tel qu'il s'exprime dans la science économique.**

Jamais par exemple, **Lucas Pacioli** (voir la courte biographie dans le dossier N° 6.2), l'inventeur de la comptabilité en partie double en 1494 à Venise, n'aurait pensé que *la balance comptable qu'il élaborait* pouvait devenir le schème des représentations économiques modernes des Etats dans leurs relations avec autrui (la dite « *balance du commerce* ») ! Nous pourrions dire la même chose de la conception du « *juste prix* » de Thomas d'Aquin, qui resurgit sous la forme de la *parité des taux de change*.

Car, la balance de Pacioli était celle du marchand isolé, confronté à des échanges dont les uns accroissaient sa richesse tandis que d'autres la diminuaient. Il élabore, dans sa « *Somme* » (*De las cuentas y las escrituras : Titulo Noveno, tratado XI de su Summa de arithmetica, geometria, proportionalita*) la méthode qui permet au marchand de maîtriser le jeu des forces qui déterminent *le résultat de sa propre activité*

"Vous devez savoir que pour tous les postes du Journal, vous devez en faire deux dans le Grand Livre, notamment un au débit et un autre au crédit. C'est de ceci que naît la Balance qui se dresse lors de la clôture du Grand Livre entre les débits et les crédits. » (<http://www.ipcf.be/page.aspx?pageid=1486&menuid=1214>) - PACIOLI Luca, *De las cuentas y las escrituras : Titulo Noveno, tratado XI de su Summa de arithmetica, geometria, proportionalita*, Venecia, 1494).

Il considérait dans le même temps, la réalisation de l'équilibre de cette balance, comme la *perfection divine* (voir le dossier de cours N° 6.2).[C1]

L'œuvre de Pacioli anticipe donc les grandes œuvres économiques, dont celle de Quesnay, et surtout celle de Vanderlint et Keynes. Le temps qui sépare ces deux derniers auteurs ne doit plus nous surprendre, ni être perçu comme temps de rupture dans la pensée libérale.

Nous avons vu en effet comment la perfection du monde a été grâce aux mathématiques et à l'approche marginaliste, transfigurée en perfection comportementale du sujet individuel et universel (l'homo oeconomicus ou le « marchand de Pacioli) confronté à des choix économiques. La généralisation (ou le retour au monde) de cette méthode n'a jamais disparu, comme en témoignent l'équilibre général walrasso-paretien, puis l'Economie du Bien Etre (Pareto, Pigou). Tandis que dans le même temps l'approche macroéconomique des classiques perdurait, pour ressurgir avec Sraffa et les néo-ricardiens, comme un nouveau fondement de l'analyse des choix rationnels, si l'on songe aux *théories de la concurrence imparfaite*.

Quant aux développements ultérieurs, ceux de l'après Keynes, ils ne font que confirmer ce point de vue, à l'image par exemple de cet autre triomphe représenté par l'approche moderne dite des « *fondements microéconomiques de la macroéconomie* », née avec Clower et Leijonhufvud, puis répandue avec la théorie du déséquilibre (Benassy par exemple).

Si l'on acceptait la thèse de la distinction radicale, ou de la séparation micro-macro, donc le triomphe des uns au détriment des autres, on ne comprendrait pas les impasses du libéralisme. L'impasse principale étant celle de *la perfection affichée par le discours dualiste* : cette perfection qui est habituellement présentée sous la forme de la « *main invisible du marché* », mais qui peut, quelque soit l'époque, être tout aussi bien perçue comme celle de la « *visible main de l'Etat* ».

Nous pensons que Keynes l'a compris et mis en évidence **par une critique décisive de la loi de Say**, afin de promouvoir, à un moment particulier du développement capitaliste, la solution vanderlintienne de l'intervention publique. Nous aurons l'occasion de constater que tout comme chez Vanderlint, cette solution n'est nullement synonyme d'une fin de la

microéconomie, puisque «la « Théorie Générale » suppose toujours que chaque entreprise doit maximiser son profit en égalisant la productivité marginale des facteurs avec leur coût respectif. Il demeure néanmoins vrai que la défense du plein emploi, comme objectif privilégié de la régulation économique, affichée par les deux auteurs, qui lui associent la satisfaction de la demande globale, demeure la marque distinctive du choix d'une forme de perfection. Pour Vanderlint ce choix est **la mobilisation totale de la main d'œuvre**, pour Keynes **la fin de la démobilisation de la main d'œuvre**. Leur œuvre respective, révèle les deux traits majeurs du capitalisme, devenus visibles à deux périodes différentes : l'expropriation des moyens de production des masses paysannes transformées en forces de travail pour le premier, la marchandisation de la monnaie et du crédit, qui ôte à la collectivité l'instrument de la régulation de son activité, pour le second.

II) Keynes, cependant

Nonobstant ces remarques, nous accepterons la présentation traditionnelle du triomphe, pour renouer avec les thèmes considérés comme majeurs dans la théorie de Keynes. **Le triomphe de Keynes** dans cette période de l'histoire de la pensée ne fait, il est vrai, aucun doute comme l'atteste sa biographie.

Eminent théoricien qui a entamé son œuvre par un « *Traité de probabilité* » (Keynes était aussi mathématicien), suivant en cela les traces de son père John Neville connu pour ses réflexions méthodologiques, Keynes a toujours vécu entre Cambridge avec son enseignement au King's Collège, et Londres avec ses affaires liées soit aux problèmes gouvernementaux (il a été entre autre gouverneur de la banque d'Angleterre et Conseiller financier de la Couronne) soit aux sociétés dont il avait la charge.

Très tôt, après ses études marquées par l'enseignement de Marshall et de Pigou, il exerce ses fonctions d'économiste. Il est employé deux ans à l'*Indian Office*, et il devient membre de la *Royal Commission on Indian Finance and Currency*. Pendant 4 ans, entre 1915 et 1919 (en pleine première guerre mondiale) il travaille au Ministère des Finances. Appelé à participer dans la délégation anglaise, à la *Conférence de Versailles qui met fin à la guerre*, il finit par dénoncer ce Traité dans « **The Economic consequences of the peace** » (1919). L'Allemagne selon lui n'aurait pas du être condamnée à payer des indemnités de guerre qui vont au-delà de ses capacités financières. On retrouve Keynes dans les questions financières dans l'entre deux guerres. L'Angleterre était alors en plein débat sur la restauration de l'Étalon-Or.

Keynes est alors leader d'une opposition au Chancelier de l'Échiquier, qui n'est autre que Sir Winston Churchill. Ce dernier optait en 1925 pour un rétablissement de la Livre à son ancienne parité avec l'or, sans considération des récessifs que pouvait entraîner une telle mesure, et donc l'Étalon or en général. La préoccupation de Keynes était alors directement orientée vers la rigidité du taux de chômage dans les hauteurs des 10%. Deux ouvrages allaient successivement servir à exposer sa doctrine. Il écrit entre 1925 et 1928, le **Treatise of money** (qui est publié en 1930) pour démontrer les méfaits de l'étalon or. Et, observateur des dégâts économiques et humains, de la crise de 1929-30, il devient le scrutateur de l'économie capitaliste en crise en rédigeant «**The general theory** » qui paraît en 1936. Devenu influent avant la seconde guerre (extension mondiale des politiques de relance Keynésiennes), pendant la seconde guerre, et après celle-ci, il fut un membre éminent de la construction du système de **Bretton Woods**, et donc des origines de l'actuelle *Union Européenne*.

L'homme a marqué plusieurs biographes, et donc son siècle. Dans l'article qui lui est consacré dans le *Dictionnaires des grandes œuvres économiques*, Michel de Vroey nous donne un brillant aperçu de cet homme :

« Keynes fut une personnalité fascinante, brillante et éclectique, excellent dans des domaines d'habitude séparés – conseiller du Prince, universitaire,

éditeur, financier, ami des artistes et mécène. Du fait des évolutions dont il fut le témoin, il était un homme particulièrement sensible à la précarité de la civilisation capitaliste, à laquelle il tenait et qu'il s'agissait de sauver du gouffre dans lequel elle semblait s'enfoncer »

(Michel de Vroey : « John Maynard Keynes : The general theory of employment, interest and money », dans *Dictionnaires des grandes œuvres économiques*, op. cit. P 241).

Et effectivement, Keynes assigne à sa « *Théorie Générale* » un objectif ambitieux, résumé par lui-même en ces termes :

« Les systèmes autoritaires d'aujourd'hui semblent avoir résolu le problème du chômage aux dépens de l'efficacité et de la liberté. Il est certain que le monde ne supportera pas beaucoup plus longtemps le chômage qui, sauf quelques brèves phases d'emballement, est associé – à mon avis inévitablement – à l'individualisme capitaliste contemporain. Mais il est possible qu'une analyse correcte du problème soit à même de le résoudre tout en préservant efficacité et liberté » (J.M Keynes cité par M. de Vroey, op. cit. P 244).[C2]

Une prise de connaissance de la matière de cette « *analyse correcte* », et du triomphe de la Macroéconomie, consiste à consulter **le sommaire de la « Théorie générale », annexé au document de cours N° 6.2**. Une fois de plus nous sommes conduits à nous interroger, sur les recommandations de Keynes lui-même, sur la place qu'il convient d'accorder aux outils mathématiques dans la construction de cet édifice qu'est la théorie générale.

13.2) de la *perfection mathématique* : La mathématique de l'incertitude ou une science impossible

I) Le « symposium » et les reproches de Keynes à ses prédécesseurs

On l'a dit et répété, Cambridge est le creuset d'un intense bouillonnement scientifique (et artistique, voir le document de cours dossier 6.3), auquel Keynes par son milieu familial ne pouvait être indifférent. L'économiste Keynes était d'abord et avant tout un *épistémologue*, c'est-à-dire un chercheur soucieux d'interroger la réalité observée au moyen de la logique et de l'intuition, en même temps que de reconsidérer les résultats scientifiques avant d'élaborer tout diagnostic sur cette réalité. Nous avons rencontré la même attitude chez Sraffa et Joan Robinson. Keynes a forgé cette conception de la science en participant aux conférences et débats « phares » de son époque, dont *les conférences de Withehead* sur la géométrie non euclidienne, et *les débats* engagés par les plus grands auteurs de la *philosophie analytique anglaise* : G. E. Moore, Ludwig Wittgenstein, Alfred North Whitehead et Bertrand Russell.[C3]

Il en a dégagé une conception originale de la *perfection* appliquée à la macroéconomie comme science mathématique. Cette conception l'a conduit à un véritable affrontement avec *les partisans de l'économie mathématique*.

[C4] (pour ce qui suit) Le texte qui sert de base à notre réflexion est un article très important que Keynes rédige pour préciser son point de vue sur la « *Théorie Générale* », tout en la réexposant. Nous développons ici les réponses aux questions d'un dossier de Travaux dirigés donné en L1S1, dont Nicolas Postel a constitué le contenu. Après avoir situé ce texte, nous répondons aux questions a) à e) suivantes :

- a) Que reproche Keynes à ses prédécesseurs ?
- b) Comment Keynes définit-il **l'incertitude** ?
- c) Comment agit-on en avenir incertain ? Est-on sûr de soi ?

- d) En quoi la détention de monnaie apaise-t-elle cette incertitude ?
- e) Que mesure finalement le taux d'intérêt ? quand risque-t'il d'être élevé ?

Ce qui devrait nous permettre de comprendre la leçon de Keynes qui se résume par sa conception de l'avenir : « **cet avenir dont nous savons si peu de choses** ».

L'importance de l'article publié dans le QJE tient à sa date : Février 1937. Keynes y développe une double réaction :

- réaction à l'article des économistes américains (QJE) rédigé après le Symposium de Novembre 1936 sur la TGEIM. Cette réaction consiste à *re-exposer la TGEIM et à souligner sa différence avec la théorie classique*. Au centre de ses préoccupations se trouve le **problème du financement de l'investissement**.
- Seconde réaction, mais cette fois par anticipation à la tentative de modélisation de la TGEIM par le courant de la *synthèse néo-classique* (Hicks-Samuelson). En février 1936 Hicks publie le modèle qui deviendra ISLM. La place qu'occupe dans le texte **la notion d'incertitude** rend toute modélisation sujette à caution.

Ce texte se situe donc chronologiquement dans l'œuvre de Keynes au point ci-dessous :

➔ Publication de la TGEIM : *Février 1936*

Symposium de *Novembre 1936* publié dans le *Quarterly Journal* :

Les économistes américains jugent la TGEIM

Réponse de Keynes dans le « *Quarterly* » en *Février 1937* : **Anticipations et incertitude** dominant cette réponse qui condamne avant que la « *synthèse néo-classique* » ne soit née, la modélisation de type ISLM (de Hicks en *Février 1937*).

Que reproche finalement Keynes à ses prédécesseurs ?

Rappelons que ceux-ci sont les *classiques* ou 100 ans l'Economie politique avant Keynes. Plus directement sont visés : « **le professeur Pigou et Edgeworth** ».

Keynes fait état d'une double divergence de vue :

- **Leur conception d'un futur mathématisable, et donc une conception probabiliste de l'incertitude**. Pour Keynes, l'incertitude signifie simplement que « *l'on ne sait pas* ». Cette première divergence a des conséquences essentielles sur le traitement de la *monnaie et du taux d'intérêt*.
- Sa conception non macroéconomique des relations entre l'offre et la demande. La théorie traditionnelle de ses prédécesseurs est *convaincue de l'inutilité de l'élaboration d'une théorie de l'offre et de la demande globale* » (P.25).

II) Incertitude, décision et rôle du taux de l'intérêt

II1) Comment Keynes définit-il **l'incertitude** ?

La définition se trouve page 21 du document de cours :

« *Le sens que je donne à ce terme est celui qu'il revêt lorsqu'on qualifie d'incertain la perspective d'une guerre européenne, le niveau du prix du cuivre ou du taux d'intérêt dans*

vingt ans, l'obsolescence d'une invention récente ou la place des classes possédantes dans l'échelle sociale des années soixante-dix ».

La science ne peut donc lever cette incertitude, par exemple au moyen des probabilités. Et la définition la plus claire est : « *Simplement : on ne sait pas* ». Sinon on établit ce que Keynes appelle (P 27) : « *une rationalisation fallacieuse (qui) reprend les grandes lignes du calcul benthamien* ».[C5]

II2) Comment agit-on en avenir incertain ? Est-on sûr de soi ?

La nécessité de l'action dans un univers dominé par l'incertitude au sens de Keynes requiert des **anticipations**. Elles permettent de « *sauver la face en tant qu'agent économique rationnel* » (P.22).

Il en est cependant de plusieurs catégories :

➔ Les anticipations adaptatives : Elles se fondent sur l'expérience passée. Plus précisément les individus se font une idée de l'avenir à partir de l'expérience du passé. Il s'agit pour eux de corriger ou d'adapter leurs prévisions antérieures, en considérant *l'écart entre celles-ci et la réalité*.

➔ Les anticipations rationnelles : apparues ensuite dans la lignée des travaux de R. Lucas (1995). C'est l'ensemble de l'information que les individus utilisent (passée et présente) pour rationaliser mathématiquement l'avenir (calcul de l'espérance mathématique d'un résultat futur). Ce qui laisse donc supposer que les agents déjouent toute politique annoncée.

A la lecture de la page 22, on constate que Keynes se démarque de ces deux catégories dans lesquelles subsiste l'idée de *certitude*. Il précise sa conception des anticipations de la manière suivante :

« *Cela signifie que nous cherchons à nous conformer à l'attitude de la majorité, ou de la moyenne. La psychologie d'une société faite d'individus qui, tous, cherchent mutuellement à s'imiter, nous conduit à ce qu'il convient d'appeler un jugement de convention* ». Ce qui donne au présent connu la priorité par rapport aux expériences du passé, et au futur connaissable.[C6]

S'il fallait rechercher les fondements épistémologiques de cette théorie de la connaissance, c'est dans le *pragmatisme de Charles Sanders Peirce* (voir notre introduction au cours) qu'il faudrait les trouver.

La théorie classique à cet égard « *met la charrue avant les bœufs* » : en donnant une conception du présent fondée sur le futur supposé connaissable (en termes aristotélien elle est une *pensée téléologique*).

Ce qui importe dans l'analyse keynésienne de l'incertitude, est qu'elle génère le mal être, l'angoisse, l'inquiétude, la recherche de solutions présentes aux problèmes futurs. Toute une partie fondatrice de la TGEIM repose donc sur *notre psychologie* et ses conséquences sur nos comportements économiques.

Chacun pourra alors considérer la portée que Keynes entend donner à *son hérésie* en affirmant que la méconnaissance est la source même de l'action et du jugement. Je pense que nous ne l'ignorons pas depuis Aristote. C'est par exemple pour cette raison que Marx n'impute pas aux capitalistes, une psychologie humaine particulière, différente de celle des travailleurs, réfutant ainsi toute doctrine naturaliste. Lequel des deux tire la leçon d'Aristote ?

II3) En quoi la détention de monnaie apaise-t-elle cette incertitude ? Que mesure finalement le taux d'intérêt ? Quand risque-t-il d'être élevé ?

Cette question nous plonge au cœur de l'analyse de Keynes. La détention de monnaie *liquide* apaise évidemment l'incertitude mais au point que, elle devient concept : « *la préférence pour la liquidité* », érigé en une loi si déterminante que dit Keynes lui-même (note 4 P 25) : « *le professeur Viner me reproche d'attacher une "importance démesurément exagérée" à la préférence pour la liquidité* ». Ce que Keynes réfute bien sûr. Pourtant on peut en faire la base de l'édifice de la TGEIM.

La préférence pour la liquidité est un « *sentiment envers la monnaie...conventionnel et instinctif...(qui)..opère en quelque sorte à un niveau de conscience plus profond etc...* ».[C7].

Ce sentiment, ou désir de conserver la monnaie sous forme de réserve de richesse, fait naître un *prix*, présenté par Keynes comme une *prime de cession ou de dessaisissement*, justifiée par notre séparation d'avec la monnaie. Son importance donne la mesure de notre inquiétude. Elle est elle-même dépendante de la confiance des individus envers le contexte où agit la monnaie.

D'où le déplacement de l'analyse préconisé par Keynes. *Le degré de confiance* et ses changements n'affectent pas en premier lieu la quantité de monnaie qui ne circulent pas (*qui est thésaurisée*) et donc le *niveau des prix*, ainsi que le suppose les *quantitativistes*, mais ils affectent la *prime nécessaire pour ralentir la thésaurisation*. Celle-ci doit être élevée, si la confiance en l'avenir, découlant de l'opinion commune, est particulièrement affaiblie.

Du point de vue théorique, la citation essentielle est :

« (...) *Les variations de la propension à thésauriser ou du degré de préférence pour la liquidité, selon ma propre expression, affectent en premier lieu non pas les prix, mais le niveau du taux de l'intérêt.* » et suit aussitôt le sens dans lequel il faut lire la TGEIM :

« Les effets sur les prix sont toujours produits par répercussion, comme conséquence finale des variations du taux d'intérêt ».

La critique de la relation entre I et S supposée par la théorie traditionnelle trouve ici un parachèvement. Le processus d'équilibre entre l'épargne et l'investissement est : spontané chez les classiques, conditionné par les variations de la production réelle et du revenu chez Keynes. Ce qui conduit soit à l'affirmation (classique) soit à la négation (keynésienne) d'un équilibre spontané et de *plein emploi*, et donc au refus ou à l'acceptation d'un chômage involontaire.[C8]

En conclusion, Keynes réfute l'idée d'une possible « *mathématique de l'incertitude* ». Certes la monnaie est au cœur de son analyse, mais elle existe pour satisfaire des besoins, sinon des désirs exprimés par des individus et des groupes sociaux différents, aux motifs distincts, et eux-mêmes placés en situation d'incertitude. Dire que les anticipations de ces agents sur l'avenir permettent d'élaborer *cette mathématique de l'incertitude*, c'est finalement affirmer le *primat de la connaissance sur la décision*, au risque de l'irrationalité.

13.3) Les travaux de Mickael KALECKI : de Varsovie à Cambridge

I) Kalecki avant Keynes ?

Joan Robinson a fait valoir en 1949, que l'expression « *Théorie Générale* » renvoyait à une œuvre collective, réalisée à Cambridge, dès le début des années trente par plusieurs auteurs.

Nous avons fait valoir qu'elle-même, Sraffa, Besicovitch, Ramsey, et d'autres ont joué un rôle important. Les travaux cambridgiens relatifs au problème du chômage sont en effet antérieurs à 1936, et leur publication souvent parallèle à celle de la « *Théorie générale* » Joan Robinson publie par exemple "Disguised Unemployment", en 1936 dans *l'Economic Journal*.

De manière plus convaincante encore, nous pouvons après Sraffa, accorder notre attention aux travaux de Mickael Kalecki.

On peut prendre connaissance avec Kalecki par les extraits de biographies empruntées à plusieurs sources, et joints au dossier N° 6.2.

Les biographies sont unanimes à propos de ce keynésien avant la lettre, qui aurait anticipé plusieurs thèses de la « *Théorie générale* », dans ses deux articles fondamentaux :

- *An Essay on the Theory of the Business Cycle*, 1933.
- "Essai d'une théorie du mouvement cyclique des affaires", 1935, *Revue d'économie politique*.

Ce début d'une œuvre qui s'enrichira, n'a pu être reconnu à sa juste valeur à ce moment là. La publication en polonais et en français (nous y reviendrons), dans une université, Varsovie, éloignée des centres importants qu'étaient l'Angleterre ou les USA a été une cause évidente de cette non reconnaissance. L'œuvre de Kalecki nous intéresse ici en tant qu'elle inaugure avec quelques autres *les modèles mathématiques du « cycle des affaires »*. Le modèle de Kalecki s'affirmera comme l'un des modèles clé de la compréhension et de l'explication du cycle, et donc de la « *dynamique économique* » (ou croissance de longue période). On le retrouvera d'ailleurs développé dans ses publications ultérieures : *Essays in the Theory of Economic Fluctuations*, 1939. ; • *Studies in Economic Dynamics*, 1943. ; • *Theory of Economic Dynamics: An essay on cyclical and long- run changes in capitalist economy*, 1954. Les autres dimensions du travail de Kalecki (dont la *Théorie du Développement*) sont illustrés dans les biographies.[C9]

L'originalité du modèle de Kalecki est d'intégrer les enseignements des classiques, ainsi que ceux de Marx, Tugan-Baranowski et Rosa Luxemburg. Les conflits de classes jouent un rôle important dans la théorie de la répartition qui soutient le modèle. De même en est-il de la concurrence imparfaite. L'influence des résultats du modèle sera grande à Cambridge (Robinson, Kaldor, Goodwin) et aussi chez les post keynésiens américains. Et, une fois de plus c'est Miss Robinson que la petite histoire retient, pour avoir signalé à Keynes l'existence d'écrits d'un jeune économiste polonais dont les thèses étaient proches des siennes, avant que celui-ci ne les ait publiées. L'arrivée de Kalecki à Cambridge en 1937 témoigne de l'exact point de vue de Joan Robinson.

Pour autant le fait que Kalecki aurait anticipé Keynes ne fait pas l'unanimité et une controverse sur ce sujet existe toujours. C'est un disciple de Keynes et de F. Von Hayek, G. Shackle qui dans un ouvrage de 1967 défendra la priorité de Kalecki, mais aussi des suédois (dont G Myrdall que Kalecki rencontre en Suède vers 1935), sur les résultats de la « *Théorie générale* ». Le « *spécialiste* » de Kalecki, G.R Feiwel qui l'a rencontré en 1975, met fortement en avant son modèle relativement à celui de Keynes, dans « *The intellectual Capital of Michal Kalecki* », Knoxville, The University of Tennessee Press, en 1975. Il exprime son opinion en disant de Kalecki : « *his mathematical model contains all the essential elements of the keynesian system and made it dynamic in the bargain* » (G.R. Feiwel : « *The intellectual...* »,

op. cit., cité par William J. Frazer jr dans : « *Keynes and Feiwel's intellectual history of kalecki* » - Southern Economic Journal, Vol. 43, No. 2 (Oct., 1976), pp. 1161-1169 - lire l'Extrait de ce commentaire de Frazer dans le dossier de cours N° 6.3). Lawrence Klein, prix Nobel en 1980, et spécialiste de modèles macroéconomiques keynésiens, va dans le même sens en déclarant que : « *Kelcki's greatest achievement...was undoubtedly his complete anticipation of Keynes "General Theory"* » (voir Frazer dans le dossier de cours N° 6.3).

Un point fort de la controverse a été ensuite la *déclaration* de **Don Patinkin**, en 1982, pour qui Kalecki n'aurait pas anticipé la Théorie générale (« *Anticipations of the "General Theory"? and Other Essays on Keynes* », by Don Patinkin *Journal of Economic Literature*, Vol. 21, No. 4 (Dec., 1983), pp. 1507-1508). Sans doute Patinkin a-t-il cherché à réfuter les propos de Kalecki lui-même, publiés dans son ouvrage posthume en disant de ses propres articles : « *La première partie inclut trois textes parus en 1933, 1934 et 1935 en polonais avant que la Théorie Générale de Keynes ne soit publiée et en contenant, je crois l'essentiel* » (M. Kalecki : « *Selected essays on the dynamics of the capitalist economy, 1933-1970* » Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press) – 1971. Le rebondissement du débat n'en a été que plus fort, suscitant des arguments opposés à ceux de Patinkin. On peut l'illustrer en citant l'article, publié en 2006, de Michaël Assous « *Kalecki était-il keynésien avant Keynes ?* » (Revue économique : Vol. 57 –2006/2).

L'avis de Michel Beaud et G. Dostaler, donné dans leur ouvrage « *La pensée économique depuis Keynes* », porte sur l'avantage de l'académisme de Keynes contre la source non académique de Kalecki. Ils écrivent : « *Alors que Keynes avait élaboré sa théorie en partant de la théorie orthodoxe, essentiellement marshallienne, Kalecki s'était initié à la réflexion économique à travers la lecture de Marx, Tugan-Baranowski et Rosa Luxemburg* » (Michel Beaud et G. Dostaler : « *La pensée économique depuis Keynes* » -Seuil -193, 1996, - coll. Poche "Points" - p. 317.). On retrouve ce point de vue dans l'article de Frazer (Dossier 6.3).[C10].

II) Quel modèle pour quelles idées essentielles ?

Précisément on doit situer la portée du modèle de Kalecki dans l'analyse qu'il propose, avant Keynes (à l'automne 1933, devant la Nouvelle Société d'Econométrie), de *l'égalité entre l'investissement et l'épargne* (ex ante). Kalecki, durant sa carrière, étudie cette relation à court terme (modèle du cycle) et à long terme (modèle de croissance ou dynamique : Kalecki est l'inventeur de la « Dynamique économique »). Nous utilisons pour notre commentaire la partie du dossier N° 6.3, dont le premier est un extrait de l'article de 1933, traduit pour la première fois en Français en 1935, qui permet d'illustrer la « *notion de cycle des affaires* chez Kalecki », et le deuxième est le commentaire de « *probà.* » par Michel Luftalla.

II1) Un modèle du cycle basé sur I et S avec « **Multiplicateur** »

Comme on peut le voir dans l'extrait (premier), Kalecki retient une conception du cycle des affaires, déjà devenue classique à son époque (dont l'héritage est pour nous celui du « Capital » de Marx). Un auteur contemporain de Kalecki avait présenté 2 ans avant un *modèle de cycle* qui a aussi inspiré Kalecki, le modèle de Jan Tinbergen, (dans Weltwirtschaftliches Archiv : « *Ein Schiffbau Zyklus* » - 1931).[C11]

Un cycle des affaires est la succession de quatre phases appelées successivement : Reprise – Prospérité – Récession – Dépression. Mais on constate immédiatement l'originalité des variables explicatives, que d'aucun impute à la parfaite connaissance de l'activité industrielle que le jeune Kalecki a acquise dans l'aventure de la faillite de la petite entreprise de son père. En effet, on lit que les variables sont I, A, L et K, soit respectivement :

Revue d'Economie Politique : 1935, P. 285-305 - publication et traduction de
 "probà Teorji Konjonktury" - 1933 à la demande de Georges Luftalla
 " ESSAI D'UNE THEORIE DU MOUVEMENT CYCLIQUE DES AFFAIRES "

" LE MECANISME DU CYCLE DES AFFAIRES" chez Kalecki :

LES VARIABLES

- I** Commandes d'outillage
- A** Demande de restauration de l'outillage existant
= accumulation brute
- L** Livraison de l'outillage
- K** Volume de l'outillage existant

Les 4 phases du cycle sont les phases classiques :

- 1- reprise
- 2- prospérité
- 3- récession
- 4- dépression

Kalecki : " nous avons là un jeu des commandes d'outillage, de l'accumulation brute et du volume de l'outillage (...)"
 qui exerce des effets sur "...les prix et le volume total de la production (...)" .

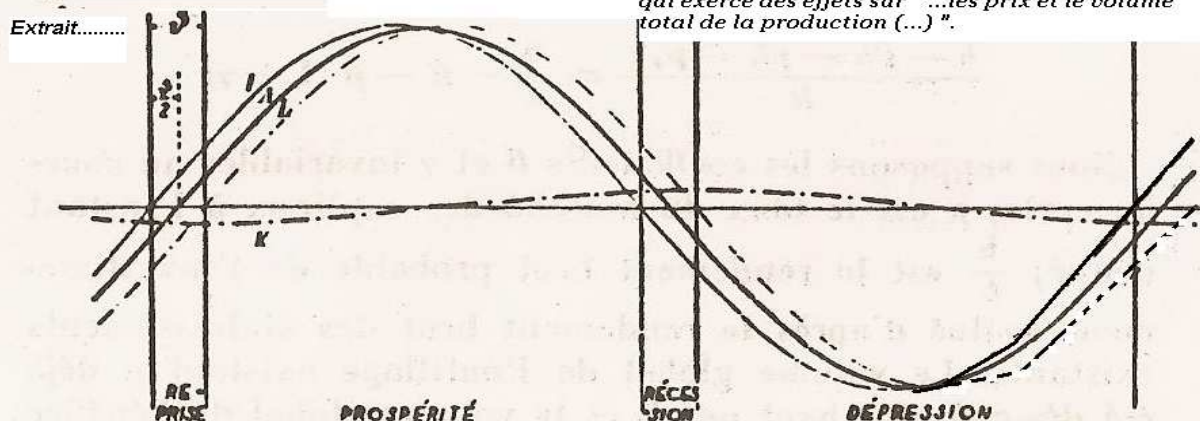


FIG. 4.

Qui permettent à Kalecki de définir le cycle comme :

*" un jeu des commandes d'outillage, de l'accumulation brute et du volume de l'outillage (...)"
 qui exerce des effets sur "...les prix et le volume total de la production (...)" .*

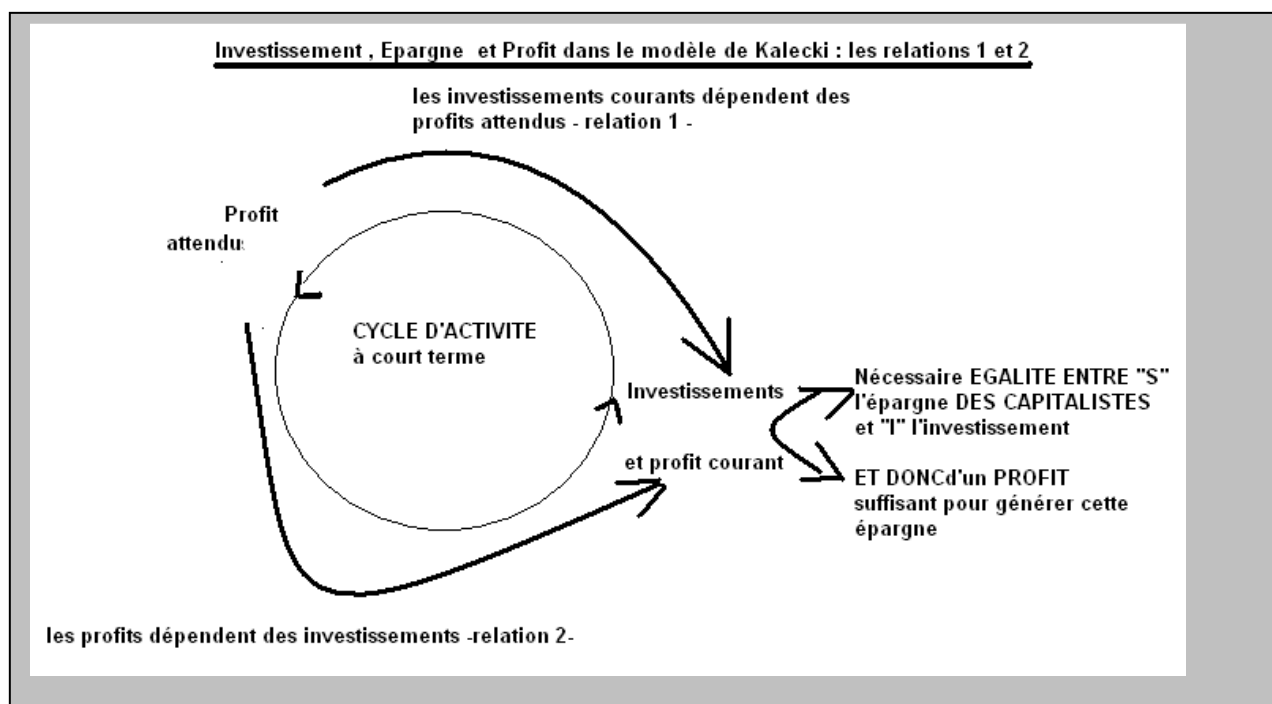
L'importance de ce « jeu » tient au fait qu'il gouverne **Le PROFIT de l'entreprise**.

Une proposition de Kalecki est la suivante :

« Plus le profit est grand, et plus l'équipement en capital existant est petit, plus seront grands, en général, les taux de profit attendus d'investissements nouveaux ».

Un cercle d'incertitude apparaît du fait de la considération de la relation entre l'investissement et les profits courants –que nous appelons relation 2- (différente de celle entre le profit attendu et les investissements –soit la relation 1-).

On peut représenter ce cercle de la manière suivante : (voir document de cours 6.3).



Comme le cycle est défini dans la pratique des affaires comme un cercle d'incertitude, Kalecki doit définir précisément les *déterminants de l'investissement*. Il établit alors une relation fondamentale en écrivant : « *La volonté d'investir à un instant donné dépend du rendement net escompté.* ». Et il donne la formule de ce rendement net escompté, sous la forme d'une équation dont la signification est :

$$\text{Rendement net escompté de l'investissement} = \frac{\text{Bénéfice brut probable}}{(\text{Amortissement du capital} + \text{intérêt du capital} + \text{intérêt des fonds de roulement futurs})}$$

(NB : le fonds de roulement est ici le « fonds de roulement financier », défini comme : *La différence entre les actifs à moins d'un an et les dettes à moins d'un an*). [C12]

Nous verrons que ces déterminants de l'investissement *seront ceux retenus par Keynes*.

On peut aussi, et plus simplement décomposer la fonction du *rendement net escompté* en une fonction probable du bénéfice brut probable et du taux d'*intérêt anticipé*.

La relation 2 dans notre schéma, signifie que les profits courants doivent permettre le financement des investissements courants, parce que l'épargne (issue des profits) est nécessaire et doit être égale au montant de l'investissement. Ainsi, d'une première relation simple, la relation 1, laquelle stipule que les capitalistes investissent aujourd'hui, en considérant les profits de demain, on aboutit à une relation complexe, la relation 2, qui rapporte les profits de demain aux profits d'aujourd'hui, donc à l'épargne et à l'investissement par les capitalistes eux-mêmes.

Comment dès lors faut-il que le niveau d'investissement courant soit déterminé ?

Kalecki répond à cette question en proposant avant Keynes le recours au « *multiplicateur d'investissement* ».

Dans son Manuel, Henri Denis expose la formule donnée par Kalecki dans son article de 1935.

En appelant B, le profit ; C, la consommation capitaliste ; I, l'investissement net ;

En admettant que la consommation $C = C_1 + \lambda B$ avec C_1 un niveau constant ou incompressible et λB un niveau flexible,

La fonction de profit s'écrit : $B = C_1 + \lambda B + I \rightarrow$ le montant du profit égal la consommation totale, dont une partie est variable, plus l'investissement. Cette fonction peut s'écrire

$$B = \frac{C_1 + I}{1 - \lambda} \quad \text{avec} \quad \frac{1}{1 - \lambda} \quad \text{le multiplicateur}$$

Dans l'équation B du profit on peut en effet changer de membre λB . Soit alors $B - \lambda B = C_1 + I \Leftrightarrow B(1 - \lambda) = C_1 + I \Leftrightarrow (C_1 + I) / (1 - \lambda)$

Le jeu du multiplicateur se traduit par une *hausse plus que proportionnelle du profit lorsque (I) l'Investissement augmente*. [C13]

Par exemple, on pose C_1 donné et $\lambda = 0,3$ et une croissance nette de $I = 1000$, alors le profit B s'accroît de $(1/1 - \lambda) \times 1000 = 1000/0,7 = 1428,57143$ à la consommation près. Ce qui représente une multiplication du profit par 1,4.

Si λ , est la part variable consacrée par les capitalistes la consommation, alors $1 - \lambda$, désigne la part qu'ils consacrent à l'épargne. La formule montre « ceteris paribus » que plus cette épargne est élevée plus le jeu du multiplicateur est efficace.

Keynes dira quant à lui qu'il doit à son élève R. F. Kahn, d'avoir le premier considéré la possibilité d'un *multiplicateur d'emploi* (la création d'emplois primaires dans le secteur des biens d'investissement, accroît plus que proportionnellement l'emploi global), qu'il convertira dans la théorie générale en multiplicateur d'investissement. Et dans une lettre à Robertson, il dira l'importance qu'il accorde à cette « découverte » en ces termes : « *Cette simple relation a eu, pour ma réflexion personnelle, l'effet d'une illumination* » (Keynes : « *lettre à Robertson* » du 3 Décembre 1936).

Le multiplicateur de Keynes diffère il est vrai de celui de Kalecki. Ce dernier considère l'épargne comme propre aux capitalistes, donc ne retient qu'une *propension à épargner* déterminée par le rapport : [épargne (des capitalistes)/profits]. De plus il intègre une consommation incompressible des capitalistes qui complexifie un peu la formule du multiplicateur.

De plus, Kalecki intègre l'apport d'Aftalion (1908 : « *Les crises périodiques de surproduction* »)) qu'il mentionne, auprès de Bouniatiau, relatif au rôle joué par le temps, ou délai séparant la production des biens d'équipements et leur utilisation sous la forme d'investissements (Ce rôle du délai est illustré dans le dossier par le cycle de Kalecki).

Il met ainsi en valeur toute l'importance de la dimension **technique** du capital qui fait intervenir : le *délai de fabrication, puis de livraison, les commandes actuelles et passées*. ». Ce qui lui permet d'écrire que : « *nous avons là un jeu des commandes d'outillage, de l'accumulation brute et du volume de l'outillage* ». La question comment se détermine l'investissement, revient finalement à se demander : « *qu'est ce qui détermine les commandes* » ? [C14].

Il combine cet apport avec la thèse classique de : l'influence du profit sur l'investissement, et avec celle du multiplicateur, vus plus haut. Cette combinaison donne lieu à l'écriture d'une équation dont l'enseignement est le suivant : une modification de l'investissement net (I) courant induit un changement dans l'investissement *après un délai*. Mais le résultat dépend du *flux d'investissement* dans la période *intermédiaire*. Le délai sera d'autant plus court que ce flux sera positif, et donc s'allongera si le flux est négatif.

Kalecki différenciera sa thèse de celle d'Aftalion, en disant précisément que contrairement à Aftalion qui suppose une « utilisation permanente de l'outillage », son propre modèle vise à

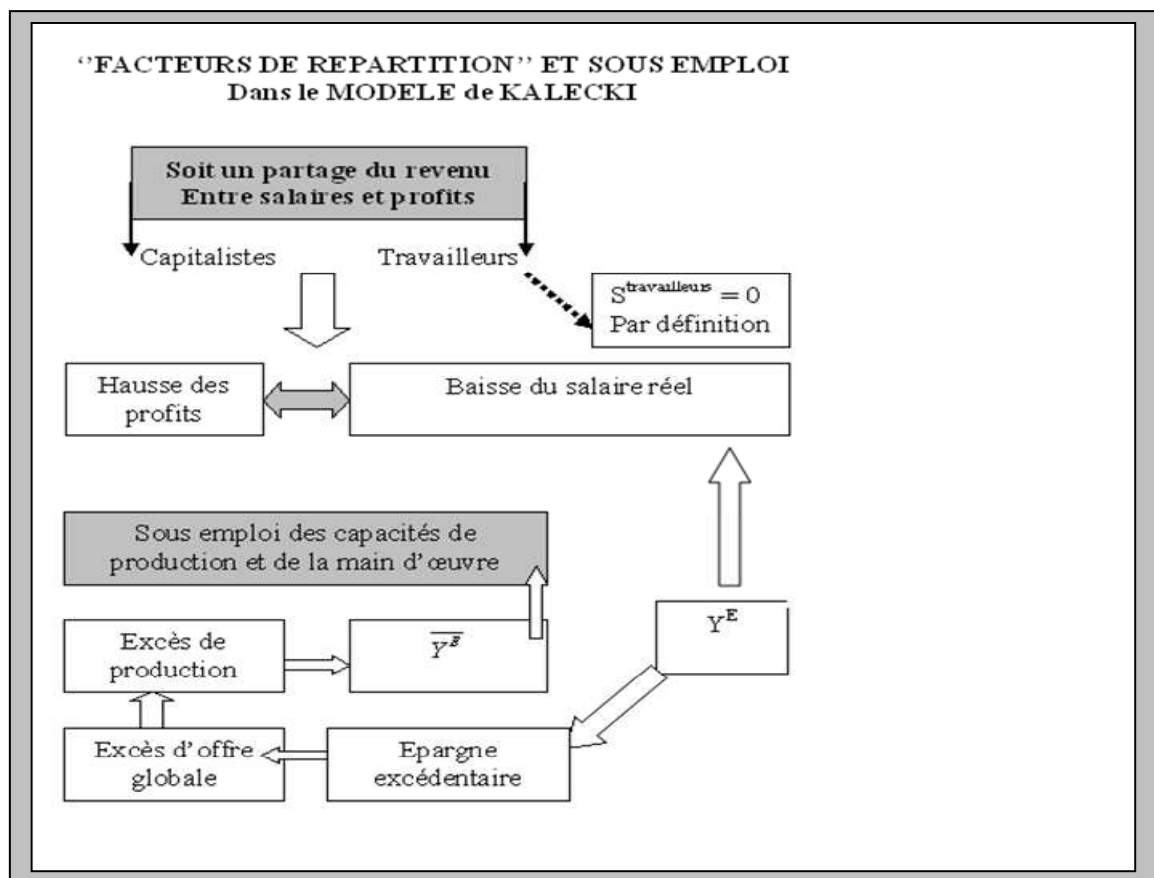
montrer que ce sont « les variations du degrés d'exploitation de l'outillage (qui) jouent un rôle capital ».

Une première conclusion est donc que le cycle des affaires est déterminé par les comportements d'investissement des capitalistes. En généralisant son modèle, Kalecki démontre que cette gestion du cycle par les capitalistes est aussi une gestion globale de l'économie.

II2) « Facteurs de répartition », marché du travail et « degrés de monopole »

L'analyse que nous avons menée avec Sraffa des incidences exercée par la répartition des revenus (la relation inverse capital/travail) sur la structure des prix relatifs et donc la production, était l'une des hypothèses principales du modèle de Kalecki.

Ce modèle met en effet en relation : production, capacités de production, Investissement et épargne, et formule la proposition suivant laquelle : *En situation d'insuffisance des revenus nécessaires au plein emploi (Y^E), et donc d'insuffisance d'épargne(S), l'insuffisance de l'investissement(I) qui en découle débouche sur une sous utilisation des capacités de production (C^a), donc sur une baisse du niveau de production (P).*[C15]. On retrouvera cette idée chez Keynes, dans son exposé du principe de la demande effective. Mais tandis que «le « Théorie générale » suppose donnée la répartition de Revenu National, Kalecki, propose au contraire d'analyser l'effet des « facteurs de la répartition » sur les capacités de production et la main d'œuvre (L). Son raisonnement prend l'allure du schéma suivant (« Facteurs de répartition » et sous emploi chez Kalecki) (voir dossier 6.3 : Facteurs de répartition et sous emploi dans le modèle de Kalecki).



Le raisonnement est « bouclé » par les deux cases grisées, qui montrent qu'*un partage donné du revenu global entre salaire et profit* peut conduire l'économie au sous emploi des capacités de production et de la main d'œuvre.

Selon Kalecki, en admettant l'épargne des travailleurs nulle, un partage du revenu global favorable aux profits, signifie que le salaire réel est décroissant. En situation proche du plein emploi (Y^E), ce phénomène conduit à un excès d'épargne dont les conséquences indiquées dans le schéma se traduisent finalement par la réalisation d'un niveau de revenu inférieur au niveau de plein emploi, donc au chômage et à la sous utilisation des capacités techniques de production.

Comment, à la suite de ce raisonnement ne pas constater l'antériorité de Kalecki dans la critique de la théorie néo-classique du *marché du travail*. Ce dernier renverse totalement la proposition de Pigou pour qui : c'est la baisse des salaires réels qui permet la réalisation du plein emploi. Cette proposition peut se lire dans le schéma : la baisse des salaires réels génère le chômage. Il résumera dans son ouvrage *« Théorie de la dynamique économique »*, la relation qui conduit à ce résultat, sous une forme qui convient au schéma :

« Considérant que les profits sont déterminés par la consommation et l'investissement des capitalistes, c'est le revenu des travailleurs (égal ici à la consommation des travailleurs) qui est déterminé par les « facteurs de la répartition ». De cette manière, la consommation et l'investissement des capitalistes, conjointement aux « facteurs de la répartition » déterminent la consommation des travailleurs et, par suite, le produit national et l'emploi. » (Kalecki : *« Théorie de la dynamique économique »*, cité par H. Denis, op. cit. P. 33).[C16]

Kalecki explicite la notion de *« facteurs de répartition »* en les rapportant à la notion de *« degrés de monopole »*. Cette dernière est très proche de la définition donnée par les théoriciens de la concurrence imparfaite, et désigne la plus ou moins grande autonomie de l'entreprise à déterminer les variations du prix de ses biens sur la base de son seul coût moyen. Le « degrés de monopole » est donc déterminé par ce coût, mais aussi par les prix des entreprises concurrentes. Le profit de la firme, dit Kalecki, est croissant avec le degrés de monopole. En généralisant à la branche ou à l'économie nationale, on peut donc dire que plus la branche ou l'économie est en concurrence monopoliste, plus doit être élevée la part des profits dans la valeur ajoutée.

L'importance accordée par Kalecki au « degrés de monopole » est diversement appréciée. On pourra lire par exemple la remarque d'Henri Denis (P 728 et 729) à ce sujet. Pour cet auteur, Kalecki ne produirait pas une théorie de la répartition plus satisfaisante que la théorie de Marx ou de la théorie néo-classiques (produits marginaux et revenus des facteurs). Selon la première, Kalecki ne peut prouver ce résultat du « degrés de monopole », car s'opère dans l'économie la *péréquation des taux de profit* dont il ne tient pas compte. Pour la seconde, Kalecki omet l'action des firmes qui s'exercent plutôt par les prix plutôt par les salaires. Dans ce cas, le *régime monétaire devient une variable essentielle*, même si la baisse des salaires réels ressort comme l'un des effets possibles.

Nous concluons par le diagnostic récent de M. Assous en réaction aux critiques de Kalecki. Selon Assous, trois idées principales ressortent dans l'œuvre de Kalecki (lorsqu'on l'envisage jusqu'à sa modernité) :

- Kalecki propose bien un modèle de sous emploi, statique, et en contradiction avec celui de la théorie classique,
- Un équilibre général y est présenté, dont les variables en interaction sont : la monnaie et les biens, suivant les principes du marginalisme,
- La dynamique entre les salaires et les prix constitue une originalité de ce modèle.

Don Patinkin a donc tort selon Assous qui écrit : « *Sur ces trois points, à l'inverse de la thèse soutenue par Patinkin, on montre que Kalecki peut être crédité d'avoir anticipé certaines des idées centrales de la Théorie générale* » (Michaël Assous « *Kalecki était-il keynésien avant Keynes ?* » (Revue économique : Vol. 57 –2006/2).[C17]

Quoiqu'il en soit, suite à notre présentation, il est difficile d'occulter le fait que Kalecki a mis fin à une énigme, celle du *cycle des affaires*, en montrant que les capitalistes qui l'éprouvent ont pourtant la clé de ce cycle.

Il écrit : « ***Les capitalistes, considérés dans leur ensemble, déterminent donc eux-mêmes leurs bénéfices par leur consommation et leurs investissements. Ils sont ainsi "maîtres de leur sort"*** » (Kalecki : « *Essai d'une théorie..* », *op. cit.*).

Mss Joan Robinson qui l'a fort bien compris, et a mesuré la ressemblance de ce point de vue avec celui de Keynes, a résumé cette démonstration d'une formule devenue célèbre : « ***The workers spend what they get ; the capitalists get what they spend*** » (« ***Les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent et les travailleurs dépensent ce qu'ils gagnent*** ») (Joan Robinson : Introduction à « *Michal Kalecki : Studies in the theory of business cycles* », qui comporte la traduction anglaise de « *probà..* » par Madame Kalecki – 1964).

Cette formule est d'autant plus célèbre qu'elle peut être considérée comme l'un des fils directeurs de la « Théorie Générale » de Keynes.[C18]

13.4) Fondements du Keynésianisme

I) Introduction : la « contextualisation » de la « Théorie Générale »

Toutes les doctrines et théories économiques doivent, on le sait être resituées dans le contexte de leur naissance. Cette nécessité n'est pas toujours facile à réaliser. Le contexte peut en effet s'entendre de multiples manières allant :

- de l'histoire événementielle : qui invite à retenir la date du Jeudi noir à **Wall Street**, le 24 octobre 1929, laquelle déclenche une avalanche d'autres dates,
- à une histoire conceptualisée, dont la durée est laissée au soin de l'observateur.

Si nous voulons aborder cette seconde voie, il paraît souhaitable d'inscrire le contexte de la théorie générale dans le mouvement *cyclique d'une économie particulière, l'économie capitaliste*. L'avantage d'une telle approche est qu'elle autorise à *considérer effectivement la « Théorie Générale »* de Keynes, comme partie essentielle d'un discours historiquement déterminé *sur la double urgence d'une maîtrise de la crise monétaire et financière mondiale, et sur l'institutionnalisation de nouvelles normes économiques et sociales à l'échelle quasi-mondiale*.

Nombreux sont les historiens qui adoptant cette approche, traitent alors le contexte de la TG comme celui *du passage d'un ancien ordre productif établi à la fin du XIX^{ème} siècle, devenu désordre avec la crise de 1929-30, à un nouvel ordre productif dont on connaît les "performances" au cours des Trente Glorieuses, et l'entrée en crise au cours des années 1970*. Keynes lui-même n'eut pas dénié une contextualisation de son œuvre qui prît cette forme, puisque nous savons qu'il avait conscience de sauver le capitalisme de sa ruine. Il va de soi que ni l'histoire antérieure, ni celle postérieure n'appartiennent à proprement parler à la TG.

Ce sont les économistes et historiens de l'*Ecole dite de la Régulation, et de celle du C.M.E, d'obédience marxiste et/ou keynésienne*, qui ont le plus simplement dessiné la *transition*.

Nous nous accordons en général avec eux pour qualifier le contexte keynésien de *transition entre « un mode de régulation concurrentielle de l'économie » à un mode de « régulation monopoliste »*. Les travaux les plus connus sont pour la **Théorie de la régulation** ceux de R. Boyer, J. Mistral, A. Lipietz, et pour les théoriciens du **CME**, ceux de P. Boccara.

P. Dockes (Directeur du Centre Auguste Walras de l'Université de Lyon II) et B. Rosier (Directeur du de Recherche au Centre de recherche sur la dynamique et les politiques économiques à l'université Aix-Marseille II), ont consacré deux ouvrages importants à *l'histoire du capitalisme*, avec une grande liberté d'esprit et des méthodes rigoureuses, sans ignorer les apports des auteurs mentionnés. Ces ouvrages sont : « *Rythmes économiques ; crise et changement social, une perspective historique* », La Découverte – 1983, et « *L'histoire ambiguë : croissance et développement en question* », PUF, 1988. Nous avons choisi un extrait de ce second ouvrage, qui figure parmi les documents de cours du Dossier N° 6.3. sous l'intitulé « *Le contexte historique de la doctrine keynésienne* » (P. Dockes et B. Rosier : « *L'histoire ambiguë : croissance et développement en question* », PUF, 1988 – extrait : P 171 à 181.).

Nous retrouvons au début de cet extrait la distinction entre les trois périodes :

- La fin du XIX^{ème} : phase de dépression qui a vu se constituer aux USA, le « *Capitalisme monopoliste* », impulsée par l'extension du chemin de fer.
- La grande crise de 1929-30, qui correspond à la période « keynésienne » de l'Economie Politique, et du point de vue économique au « *parachèvement du capitalisme monopoliste* », dans lequel l'Etat joue désormais une fonction économique (d'où son intitulé de « *Capitalisme Monopoliste d'Etat* ») en permettant l'institution d'un ordre de production et de consommation dit « *fordiste* ». La guerre de 1939-45 sera suivie de la période de croissance soutenue dite des trente glorieuses.
- La crise moderne du capitalisme monopoliste d'Etat, et de son ordre productif basé sur le « *compromis fordiste* ».

Le paragraphe A) de l'extrait expose « *la mutation profonde- dont a émergé le « capitalisme monopoliste » et qui a produit la matrice pluridimensionnelle d'une nouvelle expansion et de nouveaux modes de vie ->* » et qui « *s'est initialement réalisé dans une nation continent (les Etats-Unis) aux ressources considérables..* » (P. Dockes et B. Rosier, op. cit. P179). Cet exposé montre comment *un ordre productif essentiellement monopoliste* s'était constitué à la fin du XIX^{ème} siècle, avec les profondes transformations du capitalisme dus à plusieurs facteurs, dont : la concentration des firmes, le développement des sociétés par action, le taylorisme (ou « *systematic managment* »), la seconde révolution industrielle (électricité, moteur à explosion, chimie), et le colonialisme (pour l'Europe). Dès les années 1920, les Etats-Unis sont devenus l'économie dominante à l'échelle mondiale. Toute crise qui pouvait affecter l'économie américaine devait fatalement, par le biais des relations monétaires et financières, entraîner ses clients et fournisseurs dans la dépression.[C19]

Ce qui fut le cas avec la crise 1929, dont le paragraphe B) de l'extrait, présente non pas l'anatomie mais quelques conséquences essentielle. Parmi celles-ci la *logique de sortie de crise* théorisée par Keynes, dans un nouvel ordre productif en formation, appelé par Gramsci (Antonio Gramsci, *Quaderni del Carcere*, édition de Valentino Gerratana, Einaudi, Turin, 1977, cahier 22, « **Americanismo e fordismo** », p. 2146.): le « *fordisme (production et consommation de masse)*».[C20] Les auteurs soulignent l'opposition des classes dominantes et conservatrices à la doctrine keynésienne, laquelle pourtant contribuait à créer la consommation de masse nécessaire pour supporter la production de masse. *Le principe de la demande effective* est le principe qui justifie cette nécessité. L'extension des interventions

publiques est ensuite rappelée, ainsi que la longue période d'expansion que l'Occident capitaliste a connu après la seconde guerre.

II) Fondement 1 du Keynésianisme

II1) *L'Economie monétaire de production (EMP)*

II11) L'EMP est une « Macroéconomie » où domine le prix de la monnaie.

Cambridge est, on l'aura compris dans nos développements précédents, d'abord *une prise de position par rapport aux courants de pensée antérieurs et ceux existants* : La théorie classique (à travers l'oeuvre de Ricardo), la théorie Néo-classique (..Marshall), et marxiste (...Marx, Rosa Luxemburg, Tugan-Baranovsky dont la biographie est dans le dossier N° 6.3)..

C'est à ce niveau là de la critique que Keynes a situé la « Théorie Générale ». Il précise cela dès la première phrase de la TG : « *En intitulant ce livre «La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, nous tenons à souligner le mot « générale ». Nous avons choisi ce titre pour faire ressortir l'opposition de nature existant entre nos arguments et ceux de la Théorie classique* ». **La théorie classique** est définie par Keynes, comme l'avait fait Marx « *pour désigner Ricardo, James Mill et leurs prédécesseurs, c'est-à-dire les auteurs de la théorie dont l'économie ricardienne a été le point culminant* ». A ce groupe, Keynes ajoute sous le même vocable de « classiques » : « *les successeurs de Ricardo, c'est-à-dire les économistes qui ont adopté et amélioré sa théorie y compris notamment Stuart Mill, Marshall, Edgeworth et le professeur Pigou* » (J.M Keynes : « *Théorie Générale..* » (1936), Seconde Edition Française de 1939, préface de Jean de Largentaye- Editions Payot, 1985 – Livre premier, P.29). Nous verrons que sa définition regroupe tous les courants qui ont partagé la Loi de Say.[C21]

L'autre niveau, auquel Keynes situe sa théorie est également précisé, par lui dans la Préface. Il n'est pas sans rappeler celui de Kalecki : « *Nous avons donné à notre théorie le nom de « théorie générale ». Par là nous avons voulu marquer que nous avions principalement en vue le fonctionnement du système économique pris dans son ensemble, que nous envisagions les revenus globaux, les profits globaux, la production globale, l'emploi global, l'investissement global et l'épargne global bien plus que les revenus, les profits, la production, l'emploi, l'investissement et l'épargne, d'industries, d'entreprises ou d'individus considérés isolément..* » (J.M Keynes : « *Théorie Générale..* », op. cit, P6).

C'est ce mode d'analyse que nous résumons maintenant sous le nom de **Macroéconomie**. [C22]

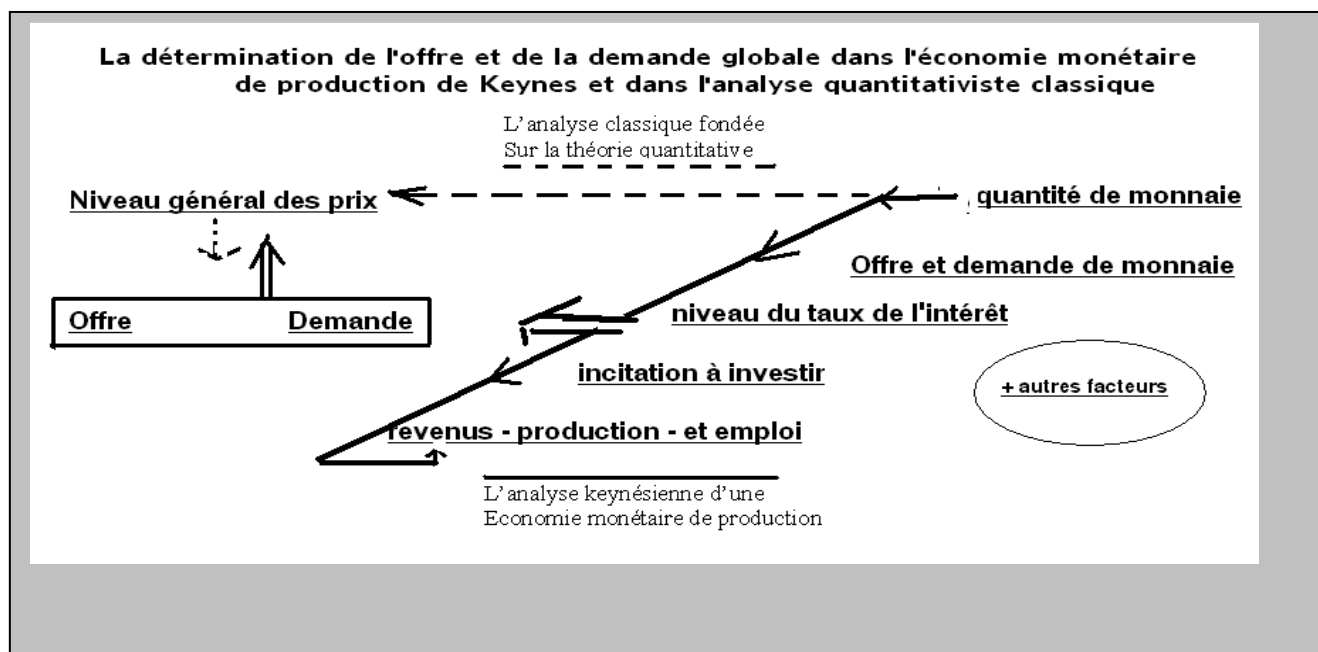
II12) Le « *circuit de la monnaie* » contre la dichotomie classique et quantitativiste

Keynes innove donc par une critique de la théorie classique, en adoptant une démarche d'analyse macroéconomique. Au cœur de cette innovation se trouve la caractéristique essentielle de la représentation keynésienne de l'économie. L'économie est pour Keynes une **économie monétaire de production**. Elle se distingue de **l'économie réelle** des classiques. Keynes insiste dans sa Préface sur cette opposition :

« *Nous avons donné à ce Livre le nom de Théorie Générale de l'Emploi, de l'intérêt et de la Monnaie ; et le troisième point sur lequel nous pouvons appeler l'attention est notre conception de la monnaie et des prix (..) , nous avons fini par échapper aux confusions de la Théorie quantitative.. (...) Nous considérons que le niveau général des prix et les prix individuels (...) dépendent de l'offre et de la demande (...) La monnaie, et la quantité de*

monnaie n'interviennent pas directement à ce point du procès. Elles ont joué leur rôle à un stade **antérieur** de l'analyse.» et aussitôt Keynes ajoute ce qui est une **première définition de l'économie monétaire de production** : « La quantité de monnaie détermine l'offre de ressources liquides par là elle gouverne le taux de l'intérêt et jointe à d'autres facteurs(...) l'incitation à investir ; celle-ci à son tour fixe le niveau des revenus, de la production et de l'emploi et (...) le niveau général des prix par l'intermédiaire de l'offre et de la demande ainsi établis » (J.M Keynes : « Théorie Générale..», op. cit, P8). [C23]

L'opposition décrite par Keynes peut être résumée schématiquement comme suit :



Ce schéma montre ainsi que si la monnaie est le point de départ des deux raisonnements, elle ne détermine pas les prix selon le même principe. On peut également recourir au schéma intitulé « carte de lecture de la TGEIM » qui est joint au dossier N° 6.3, pour faire le même commentaire..

La détermination du niveau général des prix par la quantité de monnaie en circulation est immédiate dans la doctrine quantitativiste des classiques, tandis qu'elle est permanente selon un ordre de déterminations que Keynes entend démontrer. L'immédiateté de la relation classique, met l'offre et la demande sous la dépendance du niveau général des prix. La causalité keynésienne (représentée par l'échelle en traits pleins) veut expliquer par la quantité de monnaie et ses effets, les niveaux de l'offre et de la demande globale, et partant celui des prix qui sont issus de leur confrontation. Cette causalité nous prévient Keynes n'est pas unilatérale ou unique, car l'action des variables sur l'offre et la demande globale, a lieu à chaque étape de la causalité théorique. Nous illustrons cet avertissement par la double flèche qui ouvre l'échelle de causalité, et montre que l'économie monétaire de Keynes est une économie d'interdépendance des décisions des acteurs. Le jeu des autres facteurs signifie simplement que la démonstration requiert évidemment de préciser la nature des variables intermédiaires.

C'est ce schéma que nous avons choisi comme plan d'exposition de la théorie générale. Celle-ci apparaît dans l'ordre inverse de celui suivi par Keynes pour sa démonstration. Le document de cours (dossier N° 6.3) sur la Table des matières de la TG, montre en effet que Keynes débute par le principe de la demande effective (les revenus, Rachid FOUDI Cours d'histoire de la pensée économique – PARTIE 2 : La « révolution marginaliste » de 1870-71.- Chapitre 13 - Page 18 sur 57

l'emploi) pour aller vers les déterminants fondamentaux de l'économie monétaire de production (la monnaie et le taux de l'intérêt). On passe ainsi du Livre I au Livre IV. Notre choix consiste à aller du Livre IV au Livre I, c'est-à-dire des fondements monétaires, au niveau de l'activité et de l'emploi. Une brève présentation de la TG, dans l'ordre de son exposition par Keynes est proposée dans le manuel de Deleplace 285 à 288. Elle est intégrée au dossier N° 6.3.

L'approche générale de l'économie monétaire de production, esquissée ci-dessus, et qui est comme dirait Van de Velde « **le monde de Keynes** », peut maintenant être précisée.

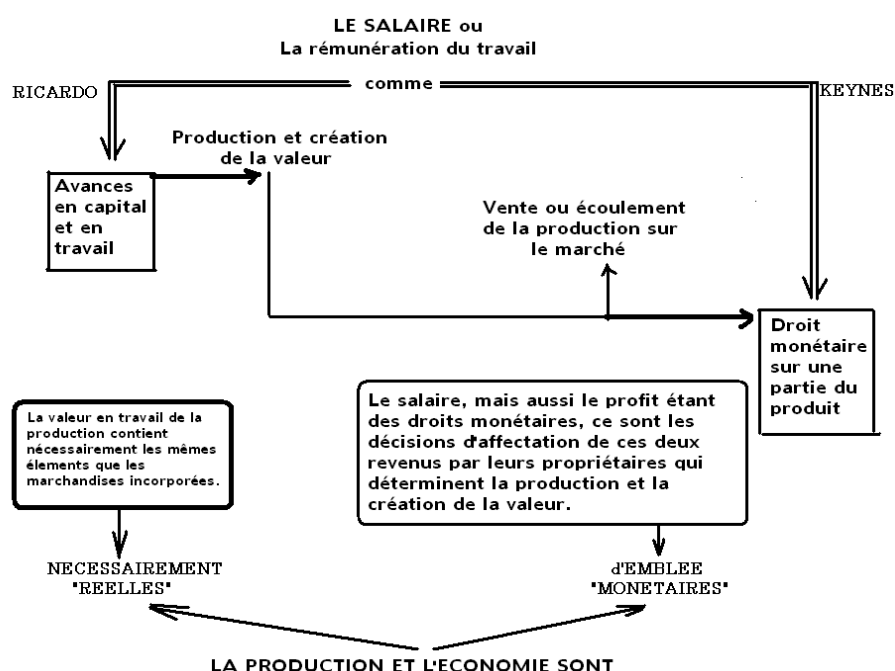
C'est de la différence entre le « monde de Ricardo » et celui de Keynes, que la spécificité d'une économie monétaire de production ressort le mieux. Cette méthode est celle de Van de Velde dans « Monnaie, ... » (op cit.). La différence apparaît dès lors que l'on considère la *rémunération du travail*, sous la forme du salaire.

- Dans l'économie réelle de production ricardienne, le salaire est une autre expression d'une quantité d'un bien appelé « *bien salaire* », ou d'un *panier de biens*. Van de Velde écrit : « *En analyse ricardienne, tout est censé se passer comme si les salariés étaient rémunérés directement en nature* » (F. Van de Velde : « *Monnaie, chômage et capitalisme* », op. cit. P 61). On doit imputer cette nécessité à la théorie ricardienne de la valeur travail. Le salaire en nature n'est que l'autre expression de la valeur du travail lui-même, et requiert donc une définition en termes réels.
- Dans l'économie monétaire de production de Keynes, le salaire, ou la rémunération du travail, consiste selon Keynes en « *l'octroi d'un droit monétaire sur le produit de l'ensemble des entreprises* » pour chaque salarié.

« Keynes, écrit Van de Velde, *prend au sérieux la rémunération des salariés en une monnaie de pur crédit et, en conséquence, le fait que le salaire ne peut être défini dès le moment de la création du produit-rémunération (i.e comme Ricardo) des salariés, indépendamment des conditions d'écoulement du produit.* » (F. Van de Velde : « *Monnaie, chômage et capitalisme* », op. cit. P 62).[C24]

On peut schématiser cette différence entre l'économie réelle et l'économie de production par un schéma (dossier N° 6.3)

Economie réelle et Economie monétaire



La monétarisation de l'économie a évidemment des conséquences importantes. Remarquons dans le schéma que l'opposition ne tient pas à la nature d'« *avance* » ou de « *droit* » du salaire. Sachant en effet que le profit est aussi un « *droit* », rien n'interdit de penser qu'il peut être consacré à des *avances* en salaire pour la production. L'important reste toutefois qu'il s'agit d'avances *monétaires*.

Deux conséquences de la monétarisation paraissent immédiatement fondamentales :

* **sur la nature du chômage** : Là où seul un chômage ricardien (technologique, frictionnel et démographique) inscrit dans une croissance de longue période est concevable (soit dans l'économie réelle), la considération des échanges monétaires liés aux droits respectifs des agents sur le produit permet d'envisager un chômage (involontaire et déterminé par l'insuffisance de la demande) inscrit dans la courte période du « *cycle des affaires* ».

* **Sur la nature de la monnaie** : Là où seule sa quantité importe pour définir son pouvoir d'achat, celui de la dette qu'elle représente vis-à-vis de la banque émettrice (quantitativisme et Loi de Say), elle peut devenir un « *intermédiaire de production* ». C'est en se basant sur les travaux de Bernard Schmitt développés dans « *Monnaie, salaires et profits* » », PUF en 1966, que Van de Velde définit la notion « d'intermédiaire de production » appliquée à la monnaie et donc au Salaire. Il écrit :

« A travers la rémunération des salariés, la monnaie s'interpose entre création et appropriation du produit, elle fonctionne comme intermédiaire de production, et c'est à cette occasion qu'elle acquiert le pouvoir d'achat dont, en tant que simple dette bancaire, elle est initialement dépourvue » »
(F. Van de Velde : « *Monnaie, chômage et capitalisme* », op. cit. P 6 165 – souligné par nous : RF).[C25]

C'est donc la fonction d'intermédiaire de production (production – écoulement par la vente – production – etc...), que la monnaie acquiert son *pouvoir d'achat*. Et il n'y a pas d'autre explication de l'existence d'un pouvoir d'achat de la monnaie. Si toutes les analyses monétaires ne partagent pas cette conception, Bernard Schmitt en a fait l'objet de ses recherches, et conclut que « *considérée au moment de sa création, « au sortir de l'atelier bancaire », la monnaie est dépourvue de pouvoir d'achat* » ((F. Van de Velde : « *Monnaie, chômage et capitalisme* », op. cit. P 163).[C26] Cette théorie de la monnaie appelée « *Théorie du circuit* » ou « *circuitiste* », a entre autre mérité d'insister sur le fait que les entreprises, détentrices de monnaie, ne possèdent pas alors un *pouvoir d'achat* déjà là, mais elles ont justement pour fonction sociale de conférer à la monnaie ce pouvoir d'achat qu'elle n'avait pas.

On a ainsi deux phases dans le *circuit* qui traduisent cette « *création ex nihilo* » de la monnaie de crédit :

- La première phase où les entreprises empruntent auprès du système bancaire (opération qui crée la monnaie sous forme de crédit). Les entreprises sont alors endettées.
- La seconde phase où les salariés disposant d'un « *droit* » à une partie du produit, peuvent utiliser la monnaie comme *Revenu*, c'est-à-dire comme droit à une partie des biens nouvellement créés, donc dirions nous un « *pouvoir d'achat* ».

D'où la leçon de Van de Velde :

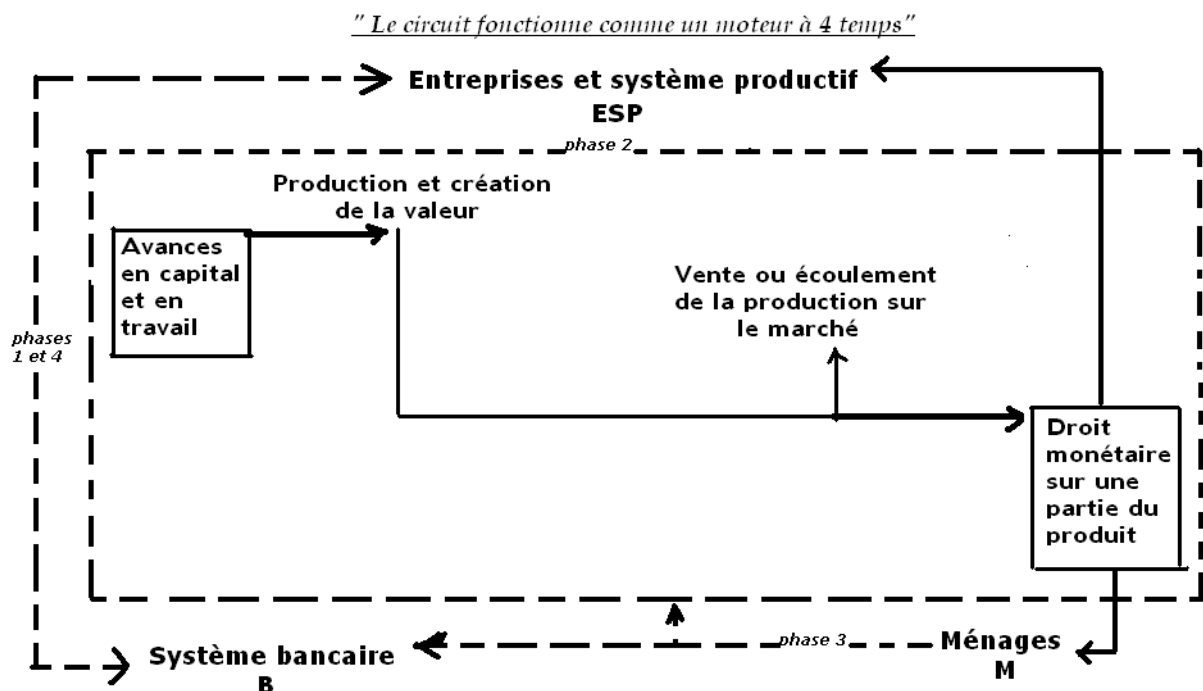
« Par cette opération un lien est établi entre monnaie et biens, entre la monnaie créée par les banques et distribuée aux salariés par les entreprises, et les biens nouvellement créés en contrepartie (...) la monnaie fonctionne donc comme « *intermédiaire de production* » (phase1) avant de fonctionner (et pour pouvoir fonctionner) comme intermédiaire dans les

échanges (phase 2) » (F. Van de Velde : « Monnaie, chômage et capitalisme », op. cit. P 164-165) »).[C27].

Le circuit complet (de la monnaie), en supposant l'existence de deux entreprises E_1 et E_2 , peut prendre alors la forme suivante, et plus complète du fait de la présence de l'épargne placée auprès des intermédiaires financiers, et donc de la présence du marché financier (MF) :

- 1 ou phase 1 : Création de la monnaie par le système bancaire (B) par le *crédit aux entreprises*, leur permettant de *préfinancer leur production*,
- 2 ou phase 2 : Création du produit (ou production) et rémunération des salariés (ou Ménages) ; les entreprises constituent leur part en fonds propres, et remboursement de crédits.
- 3 ou phase 3 : Dépense du revenu ou validation du droit à une partie du produit, par appropriation de cette partie auprès des entreprises et du système productif (ESP). Validation non exclusive d'une épargne (S) placée auprès du système bancaire.
- 4 ou phase 4 : Extinction (totale ou partielle) de la dette des entreprises auprès du système bancaire, qui peut à nouveau assurer le préfinancement de la production sociale.

Donc, circuit à 4 temps qui prend alors la forme suivante, intitulé « *Le circuit fonctionne comme un moteur à 4 temps* » pour reprendre l'expression de Van de Velde.(dossier N° 6.3):



Comment ne pas reconnaître dans cette description l'analyse du capitalisme proposée par Marx dans « Le Capital ». Van de Velde souligne cette forte parenté. Il écrit :

La définition keynésienne de l'économie monétaire de production rejoint ainsi la définition du capitalisme proposée par Marx » (F. Van de Velde : « Monnaie, chômage et capitalisme », op. cit. P 165).[C28] Ce qui signifie que Marx a inauguré la tradition de l'analyse de l'économie comme économie monétaire de production. Vanderlint dans une moindre mesure,

parce qu'il est quantitativiste, mais un quantitativiste particulier en ce qu'il soutient la nécessité d'une demande effective, donc implicitement, celle d'un « *droit* » des paysans travailleurs à une partie du produit. Non seulement en définissant le capitalisme comme le seul mode de production marchand.

Néanmoins l'accord est largement partagé s'agissant de Marx. C'est sous cet angle exclusive d'ailleurs que Deleplace, comme nous l'avons vu traite le capital. C'est surtout en montrant que les rapports marchands intègrent la production par l'utilisation d'une force de travail devenue elle-même marchandise, que le Capital est représentation d'une économie monétaire de production. Si Keynes ne partage pas le point de vue d'une « *marchandise force de travail* », il accepte néanmoins le principe d'une production destinée à l'échange uniquement, et parallèlement celui de l'octroi d'un droit monétaire sur le produit social.

La monnaie est donc, suivant cette présentation librement créée et créée ex nihilo. Partant de ce constat il ne faut cependant pas nous avertit Van de Velde accorder une importance injustifiée à la thèse extrême du « *free banking* » défendue par les libéraux partisans de la « *libération de la monnaie* ». Selon cette thèse les salariés eux-mêmes et tous les titulaires de « *droits* » à une fraction du produit, seraient potentiellement des *prêteurs*, *auxquels il manque la fonction d'émettre des créances libellés dans leur propre unité de compte*. La fin de la monnaie (universelle) est la conséquence du « *free banking* ». Les tenants de cette thèse semble ignorer dit Van de Velde qu' « *en supprimant la monnaie, on supprime le capitalisme, et avec le capitalisme, l'économie de marché* » (F. Van de Velde : « *Monnaie, chômage et capitalisme* », op. cit. P 166).[C29] Conséquence que Marx lui-même appuyait.

II13) Salaire monétaire, salaire nominal et salaire réel

Nous venons de traiter des deux conséquences majeures : sur la nature du chômage et sur celle de la monnaie, introduite par l'EMP, comme « *un monde de représentation* ».

Il en est une troisième mise en valeur par Le Professeur Alain Barrère dans le Chapitre préliminaire (« Economie monétaire et économie réelle ») de son ouvrage destiné à la défense d'une conception traditionnelle de Keynes (qu'il estime néanmoins comme évolutive et non sclérosée), contre celle dite moderne ou revue par les théoriciens du déséquilibre, et dont le Titre est : « *Déséquilibres économiques et contre-révolution keynésienne* » (Economica, seconde édition 1983, P 42-43). Le Dossier N° 6.3 comporte l'extrait de cet ouvrage auquel nous nous référons, et dont nous tirons sauf précision toutes les citations du paragraphe ci-dessous :

L'EMP est définie dans cet extrait comme « *une économie du **salaire monétaire**, ou celui-ci, est un revenu en monnaie, étranger au mécanisme de l'échange réel* » (souligné par nous). Cette notion de « *salaire monétaire* » est celle que nous avons retenue. Le Professeur Barrère distingue celle-ci « *du salaire nominal* » qui est plutôt selon lui « *le revêtement par une monnaie neutre, d'un salaire réel* » ou écrit-il en amont de l'extrait « *le voile monétaire transparent et non déformant, qui recouvre le salaire réel* ».[C30]. Nous connaissons l'approche classique en termes de salaire nominal et de salaire réel. Nous adoptons souvent l'expression de pouvoir d'achat pour désigner le salaire réel, par opposition au salaire nominal. Nous lions comme seraient supposés le faire les salariés les variations du salaire réel à celles du salaire nominal. Et comme la théorie classique nous supposons qu'à l'équilibre entre l'offre et la demande correspond un niveau de salaire réel déterminé.

Or, écrit Le Professeur Barrère à propos du salaire réel, « *Celui-ci est impossible à déterminer et à faire varier conformément aux variations de la rémunération en monnaie* (donc au salaire nominal) » pour déboucher le cas échéant sur un équilibre entre l'offre et la demande. Une

telle possibilité n'est offerte que dans le cadre d'une *monnaie neutre*, c'est-à-dire à nouveau celui de la « Théorie Quantitative ».

L'importance de l'adoption de la notion de salaire monétaire, dans le cadre de l'EMP, apparaît avec les deux nouvelles conséquences stipulées par Alain Barrère. Les mentionner est utile pour mieux comprendre celles dont nous avons traitées plus haut :

- « *La première conséquence découle de la conception du salaire monétaire différente de la conception du salaire nominal* ».[C31]

Dans l'EMP, où comme nous le verrons la monnaie représente le degré suprême de liquidité, le salaire monétaire doit être considéré comme une « *provision de liquidité* » ou « une avance sur la valeur future de la production » faite par l'entrepreneur. D'où la conclusion du Professeur Barrère : « *Le salaire monétaire n'est pas le prix d'une provision de biens de consommation ouvrière assurant le minimum de subsistance (.../.) il est une provision de monnaie-liquidité permettant d'accéder au marché pour s'y porter acquéreur à sa convenance* ». Abandonnant le panier de biens ricardien, Keynes propose une autre unité de mesure au Livre II, chapitre quatre où il écrit :

« *Nous appellerons unité de travail l'unité dans laquelle la quantité d'emploi est mesurée ; et le salaire nominal de l'unité de travail sera dénommé unité de salaire. Par suite si E représente la somme des salaires (et des appointements), S l'unité de salaire, et N la quantité d'emploi, $E = N \times S$.* » (Keynes : « *Théorie générale* », op. cit. P 63). Ce passage est utilisé dans l'extrait de Barrère qui ajoute que l'unité de travail est l'unité de travail ordinaire, ou travail simple. Ce qui permet de traiter de l'EMP à la manière de J.R Hicks qui d'après l'extrait y voit une « *labour-standard economy* ».[C32]

- « *La seconde conséquence est l'impossibilité d'équilibrer l'offre et la demande de travail par les variations du salaire monétaire provoquant des variations de même sens et de même ampleur du salaire réel* ».[C33]

Ce qu'il faut lire comme l'impossibilité d'une flexibilité par le prix sur un marché particulier donné : *le marché du travail*. La conclusion de Barrère est claire, c'est donc qu' « *dans l'économie keynésienne, il n'y a pas de place pour un marché du travail* ». Au-delà, c'est l'édifice classique de l'équilibre des quatre marchés (biens, capital, travail et monnaie) qui s'effondre.

Et comme beaucoup l'on constaté, le Professeur Barrère, reconnaît dans la tentative dite de « *Contre-révolution keynésienne* » (La « *Théorie du déséquilibre* »), une fausse solution de « *retour à l'équilibre* » dans la même économie d'échange qu'auparavant (celle de Walras). Toutefois, et cela est symptomatique, la célèbre citation du promoteur de cette contre-révolution, **R.W Clower** consiste à contester l'échange réel : « *La monnaie achète les biens et les biens achètent la monnaie, mais les biens ne peuvent acheter les biens* » (R.W Clower : « *Foundations of Monetary Theory* », dans R.W Clower (Ed) : « *Readings in Monetary Theory* », Penguin Books, 1969 ; P.202-211). [C34] Dans son ouvrage, le Professeur Barrère cherchera ensuite à dégager les lignes de forces des deux courants nés précisément de ce point de départ qu'est la théorie générale, à savoir : « *la théorie des déséquilibres* » (qui) *a brouillé les cartes sans les redistribuer*. Et « *la Nouvelle Ecole Classique* (qui) *a accentué la confusion* » car « *se proclamant anti-keynésienne et opposée aux déséquilibres* » (A. Barrère, op. cit. hors extrait P 400).

Notons que la contestation de l'échange réel par Clower, relevée par Barrère, n'est pas considérée par tous comme un succès. C'est ainsi que Jacques Fradin réexaminant dans le cadre de sa « *théorie structurale de la monnaie* » l'apport de Clower remet en cause le succès de cette critique de l'échange réel en considérant que le modèle

monétaire proposé par Clower consiste en un « retour à l'économie de troc » (selon l'expression de J. Fradin : « L'argent de notre mère » - op cit)».

II2) Le taux de l'intérêt et la Préférence pour la liquidité

Aux points c) d) et e) du paragraphe antérieur consacré à la mathématique de l'incertitude (essentiellement le calcul probabiliste) nous avons esquissé le contenu de ce paragraphe 2. La notion essentielle, qui se comprend mieux grâce au paragraphe 1 ci-dessus, est celle de *détention de monnaie* pour apaiser l'incertitude. Nous savons maintenant qu'il ne s'agit pas simplement d'une notion psychologique, mais aussi d'une notion économique, qui appartient au schéma donné plus haut puisque tous les agents décrits dans ce schéma usent de la monnaie liquide en faisant des arbitrages entre sa conservation, sa destruction (consommation finale), et sa cession pour une durée plus ou moins longue aux fins d'investissement ou d'épargne.. Nous avons là autant de raisons qui laissent à croire que Keynes ne pouvait suivant le schéma éviter de développer une théorie conforme à sa « théorie Générale » de l'offre et de la demande de monnaie. Qui offre la monnaie ? Qui sont les demandeurs ? Pour quels usages ? A quel prix ? quel rôle joue ce prix dans l'architecture de la TG ?

II21) La demande de monnaie (L1 + L2)

L'analyse de la monnaie réalisée par Marshall (voir supra) a permis à la théorie monétaire cambridgienne d'entamer sa rupture avec la théorie classique et quantitativiste de la monnaie. Pour la théorie quantitative nous savons que la monnaie est neutre, parce qu'elle n'agit pas sur l'économie réelle. De là vient d'ailleurs l'analyse dichotomique des classiques entre l'économie réelle (celle de la production, consommation et circulation des quantités de biens et services –ou transactions ‘T’)) et l'économie monétaire (celles des prix –P- de ces mêmes biens, déterminés par la quantité de monnaie en circulation –M- et la vitesse de circulation –V-). Nous savons (et ceci est un rappel) que Marshall remplace le –V- de Fisher par le « k » de Cambridge, pour déboucher sur l'équation Cambridgienne : $M = k \cdot P \cdot Y$

Ou $M/P = k \cdot Y$

La monnaie est donc synonyme **d'encaisses monétaires**, permettant aux agents de financer leurs transactions. *La demande d'encaisse est fonction du revenu.*

Cette demande est liée, ainsi que le veut l'analyse Marshall à des motifs, réduits à *un seul* : **le motif de transaction. Dans la tradition néo-classique, Marshall exclut en effet une demande de monnaie pour elle-même, considérant celle-ci comme non rémunératrice.**

Ce premier dépassement du quantitativisme n'est pas en soi suffisant. La première preuve est que Pigou montrera par sa « **théorie de la demande d'encaisses réelles** » à nouveau que la variation du niveau général des prix est proportionnelle à celle de la quantité de monnaie en circulation.

Puisque (M/P) ci-dessus désigne le pouvoir d'achat des encaisses nominales, on peut noter (M^d/P) la demande d'encaisses réelles. L'égalité pigouvienne s'écrit alors

$$M^d/P = k \cdot Y$$

→ la demande d'encaisses réelles est proportionnelle au revenu réel, si on admet que Y est le revenu global réel.

→ En supposant k stable, alors il apparaît que l'équilibre monétaire

(offre de monnaie = demande de monnaie) $\Leftrightarrow M^s = M^d$ est atteint par la seule variation des prix. En supposant :

- L'offre de monnaie M^s donnée, ou exogène et égale à $\overline{M^s}$
- k et Y donnés,

- Alors, si $\overline{M^S}$ est multipliée par 2, l'équilibre nécessite que M^d soit aussi multipliée par 2, et donc que P soit aussi multiplié par 2 (ceci dans l'expression (M^d/P) pour que l'équilibre soit maintenu.

La seconde preuve est que l'équation Cambridgienne version Marshall, en ne retenant qu'un seul motif de la demande de monnaie (le financement des acquisitions d'actifs durables, ou d'actifs financiers), redouble la portée de l'argument de Jean Baptiste Say selon lequel *il est impossible d'expliquer le phénomène de « la conservation de la monnaie oisive » ou phénomène de la « **thésaurisation** »*. L'explication de ce phénomène sera donnée par Keynes, ruinant définitivement l'argumentation classique reprise par Say (en attendant le renouvellement du débat institué par Hayek et Friedmann).

La validité de la démonstration keynésienne repose sur deux fondements : **le premier** est une théorie de la création monétaire comme théorie du « circuit » (voir supra). Il ressort alors que l'importance de la thésaurisation (au détriment d'autres usages) ne peut pas dépendre de la seule volonté des agents non financiers, mais dépend du seul système bancaire. Cette première réponse de Keynes est résumée ainsi par Van de Velde : « *Pour le dire simplement : pour que les ménages puissent détenir globalement plus d'argent, il faut bien que cet argent soit créé, et il ne peut l'être que par le seul système bancaire* » (F. Van de Velde, op. cit. P 171)[C35].

Le second fondement est la théorie de la préférence pour la liquidité, dont nous avons déjà posé plusieurs jalons.

II22) La théorie de la préférence pour la liquidité

Cette théorie commence par le constat suivant lequel, la prise en compte de la thésaurisation, est une façon de considérer la monnaie dans l'une de ses fonctions, celle de **réserve de valeur**. Mais cette fonction peut être satisfaite par la conservation d'autres biens. C'est le cas des **obligations**. L'obligation est en effet *un titre de créance sur l'Etat ou des entreprises à taux fixe ou variable, qui offre une garantie de sécurité du placement sur une période variable (souvent égale à 5 ans ou plus), et qui est négociable sur le « marché secondaire »* (Un document de cours de BNP Paribas explicite et complète cette définition- Dossier N° 6.3).

*Le choix –détention de monnaie/détention d'obligation- ne peut dépendre que du **prix relatif** des deux biens. Par conséquent il est possible d'intégrer les obligations au circuit, grâce au taux de l'intérêt et en considérant que leur différence avec la monnaie dépend de leur différence de liquidité. Cette méthode d'intégration de la thésaurisation au circuit est appelée « Théorie de la préférence pour la liquidité ».* Keynes l'introduit de cette manière :

« *La décision de thésauriser n'est pas prise dans l'absolu, c'est à dire sans considération des avantages liés à la renonciation à la liquidité ; elle procède d'une mise en balance d'avantages, et nous devons savoir ce qu'il y a dans l'autre plateau de la balance* », aussi nous prévient-il que : « *Le concept de thésaurisation peut être considéré comme une première approximation du concept de préférence pour la liquidité. A vrai dire, si on remplaçait la « thésaurisation » par la « tendance à thésauriser », les deux concepts seraient strictement identiques* » (J.M Keynes, TG, op. cit., P 185, souligné dans le texte)[C36]

L'ouvrage de F. Van de Velde développe ce point pages 172 à 179. Le schéma explicatif qu'il retient sera plus explicite si nous synthétisons préalablement *la théorie keynésienne de la demande monnaie*, car comme dit Keynes : « *le sujet (les motifs de la préférence pour la liquidité) est identique à celui qu'on a parfois traité sous le titre demande de monnaie* » (J.M Keynes, TG, op. cit., P 203)[C37]. Le tableau (annexé au dossier de cours N° 6.3) ci dessous montre que Keynes distingue 3 Motifs principaux, appelés motif de transactions, de

précaution et de spéculation. Le premier de ces motifs se scinde lui-même en deux : le motif de revenu et le motif professionnel.

LA DEMANDE DE MONNAIE CHEZ KEYNES ou LES MOTIFS DE LA DEMANDE DE MONNAIE

Source : Keynes – TG, op. cit. P 204 à 208.

Motif de transactions		Motif de précaution	Motif de spéculation
De Revenu	Professionnel		
La détention de monnaie permet de combler l'intervalle entre encaissement et décaissement du revenu. Son importance dépend du montant du revenu et de la longueur de l'intervalle	Il en est de même pour le professionnel qui conserve la monnaie pour combler l'intervalle entre la période où il assume ses frais professionnels et celle où il encaisse le résultat de sa vente. Cette demande varie selon la valeur de la production courante, et du nombre d'intermédiaires par lesquels passe la production.	« <i>Le soucis de parer aux éventualités exigeant une dépense soudaine, l'espoir de profiter d'occasions non prévues d'achats avantageux, et enfin le désir de garder un avoir de valeur nominale immuable pour faire face à une obligation future stipulée en monnaie</i> » (Keynes, TG,P.205)	Le désir de réaliser des opérations sur le « <i>marché ouvert</i> » (open market operations), en achat-vente d'obligations, actions et autres titres financiers. « <i>La demande globale de monnaie créée par le motif de spéculation réagit sans discontinuité aux variations graduelles du taux de l'intérêt, c'est-à-dire qu'il y a une <u>courbe continue</u> reliant les variations de la demande de monnaie créée par le motif de spéculation aux variations du taux de l'intérêt</i> ». (Keynes, TG,P.208 –souligné par nous)
<u>L'OFFRE DE MONNAIE CHEZ KEYNES</u> Elle est considérée comme exogène et déterminée par les Institutions de gestion et de création de la monnaie. La politique monétaire de la Banque centrale dont l'offre est issue dépend des variations du taux d'intérêt.			

Ces définitions permettent à Keynes de dégager ce qui fait l'originalité de son approche : la **demande de liquidités appelée demande L2**. Il écrit en effet :

« *Nous pouvons résumer ce qui précède dans la proposition suivante : un état quelconque de la prévision étant donné, il existe dans l'esprit du public une inclination potentielle à détenir plus d'argent liquide que n'en requièrent le motif de transactions et le motif de précaution, inclination potentielle qui se réalise en détention effective dans une mesure qui dépend des conditions auxquelles l'autorité monétaire est disposée à créer la monnaie. C'est cette inclination potentielle que traduit la fonction de liquidité L2* » (J.M Keynes, TG, op. cit., P 213).[C38]

Nous pouvons alors utiliser le résumé schématique de Van de Velde pour compléter ces définitions (dossier N° 6.3) :

Détermination du taux d'intérêt par la préférence pour la liquidité

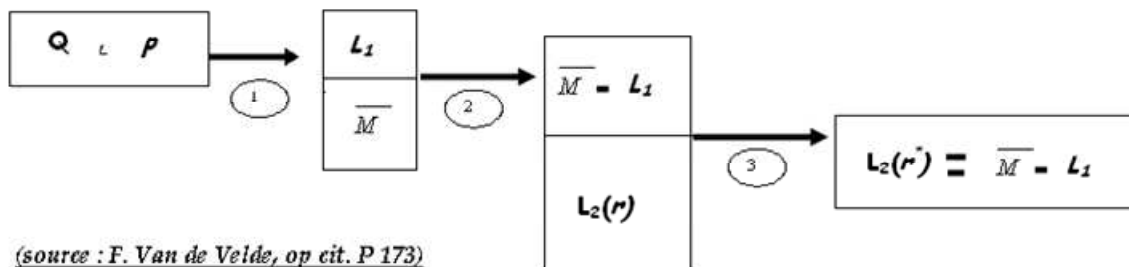
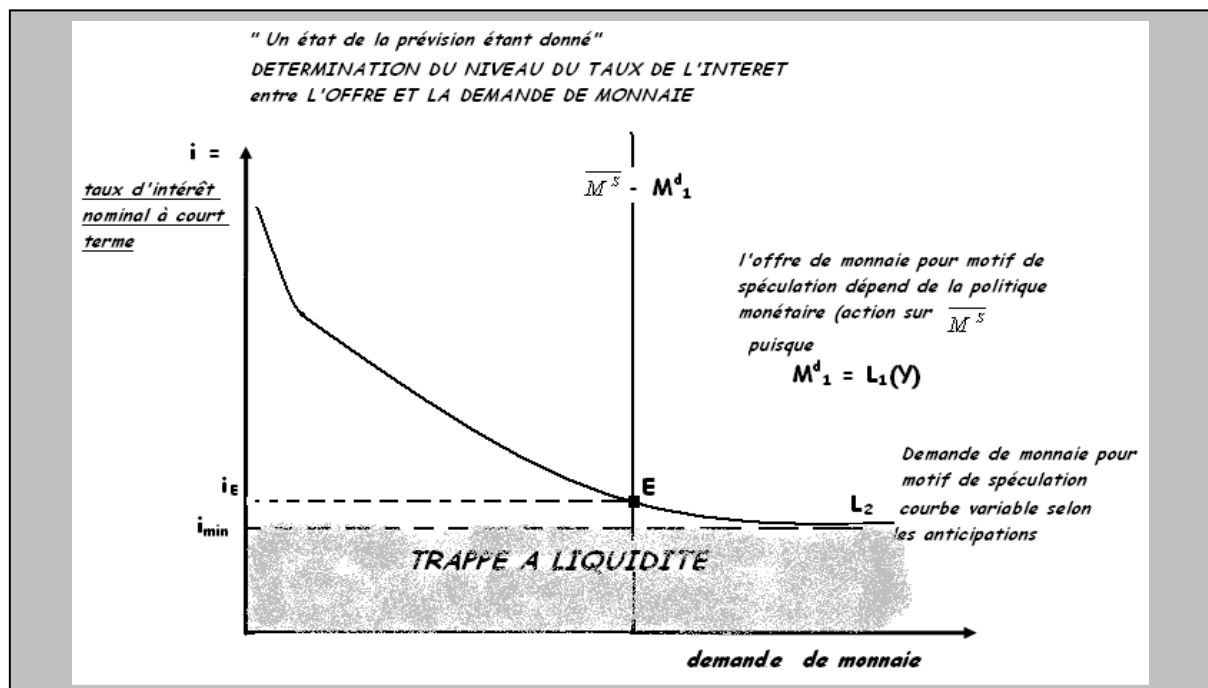


Schéma qui reprend la citation de Keynes de la façon suivante :

- 1 La quantité de monnaie L_1 , demandée pour motif de transaction, est déterminée par le volume (Q) des transactions et le niveau général des prix (p)
- 2 En soustrayant de la masse monétaire créée $\bar{M}$, c'est-à-dire de l'offre de monnaie (appelée $\bar{M}^s$ supra), la quantité L_1 , on obtient la quantité de monnaie nécessaire au motif de spéculation, soit :
 $\bar{M} - L_1$
- 3 Le taux de l'intérêt (r), défini ici comme le prix monétaire des obligations, varie en conséquence, jusqu'à ce que la demande de monnaie pour réserve de valeur (préférée au placement en obligations) $L_2(r^*)$ soit exactement égale à la quantité de monnaie disponible pour ce besoin ($\bar{M} - L_1$).

II23) La courbe de Keynes et le niveau du taux d'intérêt

Nous sommes en mesure de représenter graphiquement la *courbe continue dont parle Keynes pour le motif de spéculation* (colonne de droite de notre tableau). Le graphique (voir Dossier N° 6.3) représente du même coup la *détermination du taux de l'intérêt par l'offre et la demande de monnaie*. Ce qui constituera en soit une *révolution dans la théorie monétaire*, après que l'Ecole suédoise en ait posé le principe (Wicksell, Lindahl, Myrdal). Nous le constaterons ensuite.



Nous constatons ainsi le bouleversement produit sur les relations classiques quantitativistes. Dans la doctrine de Keynes, telle qu'on vient de l'exposer, il apparaît que *la quantité de monnaie et la préférence pour la liquidité* peuvent être analysées comme FONDAMENT 1, dans la mesure où c'est leurs effets sur le taux de l'intérêt, l'investissement, la production et l'emploi qui vont déterminer la situation générale de l'économie à court terme.

La clôture de la démonstration d'ensemble de la théorie générale est d'ailleurs faite par des considérations sur le taux de l'intérêt, au chapitre 17 intitulé : « *les propriétés essentielles de l'intérêt et de la monnaie* » (J.M. Keynes, TG, P 229 à 250). Ces considérations voient leur importance considérablement accrue, puisqu'elle est portée à l'échelle de l'histoire humaine. Keynes écrit en effet, à la fin du chapitre 17, (non sans nous faire songer à l'importance accordée par Vanderlint au « *prêts hypothécaires sur la terre* » et à la rente :) « *Qu'après plusieurs millénaires d'une épargne individuelle ininterrompue le monde ait accumulé si peu de biens de capital, il ne faut pas l'expliquer à notre avis par la tendance de l'espèce humaine à l'imprévoyance, ni même par les destructions causées par la guerre, mais bien par l'importance des primes de liquidité attachées autrefois à la possession de la terre et aujourd'hui à celle de la monnaie* » (J.M Keynes, TG, Chap 17, op. cit., P 248-49). Faire circuler la terre disait Vanderlint, faire circuler la monnaie enchaîne Keynes. Deux mondes séparés exactement par deux siècles – 1730/1930- Une même préoccupation : le niveau élevé du taux de l'intérêt dans les deux cas, du fait d'une « *terre-monnaie* » improductive ou oisive. Keynes reconnaîtra ce legs du *libéralisme mercantiliste*, et surtout la *perspicacité des auteurs qu'il mentionne* (Gérard de Malynes, Locke, Petty, en s'appuyant sur l'étude de E. Heckscher : « *Mercantilisme* »). Il écrit : « *Les mercantilistes n'ont jamais cru que le taux de l'intérêt tendit à se fixer automatiquement au niveau adéquat. Ils affirmaient au contraire avec insistance qu'une élévation excessive de l'intérêt constituait le principal obstacle au développement de la richesse ; et ils avaient même compris que le taux de l'intérêt dépendait*

de la préférence pour la liquidité et de la quantité de monnaie (J.M Keynes, TG, op. cit., P 337).[C39]

La monnaie n'est donc pas neutre ici, et constitue bien un *facteur réel*, parce qu'elle agit sur l'économie réelle.

III) Fondement 2 du Keynésianisme

III1) L'efficacité marginale du capital (EMC) –TG, Livre IV- (Chapitre 11 page 149 à 160, - extrait dans le dossier de cours)

III11) Définition de l'EMC

Selon notre échelle représentative de l'analyse de l'économie monétaire de production par Keynes, c'est *l'incitation à investir*, qui est directement affectée par les successions causales précédentes, dont le résultat est un certain niveau du taux de l'intérêt. Keynes étudie cette incitation, d'une manière traditionnelle en basant sa démonstration, comme le faisaient les auteurs anciens (Vanderlint, Smith, Ricardo etc...), *sur la notion de coût d'opportunité*. Plus précisément il évalue l'incitation à investir à l'aide deux critères non nécessairement convergents : **le rendement escompté de l'investissement et le niveau du taux de l'intérêt**.

La définition générale de l'incitation à investir est donnée dans la TG page 151 :
« *l'incitation à investir dépend en partie de la courbe de demande de capital et en partie du taux de l'intérêt* » (J.M Keynes, TG, op. cit., P 151).[C40]

Pour préciser la définition il faut connaître celle de la courbe de demande de capital. Keynes la donne **en trois temps**

« *Lorsque l'investissement dans un type quelconque de capital s'accroît durant une certaine période, l'efficacité marginale de ce capital diminue ..(...)*

*On peut donc tracer pour chaque type de capital **une courbe** indiquant de combien l'investissement de ce capital doit s'accroître au cours de la période pour que son efficacité marginale baisse à un chiffre quelconque.*

On peut ensuite, en additionnant pour tous les types de capital les flux d'investissement qui correspondent à une même valeur de l'efficacité marginale, tracer la courbe reliant les diverses valeurs du flux d'investissement global aux valeurs de l'efficacité marginal du capital en général qui en résulte.

Nous appelons cette courbe tantôt la courbe de demande de capital, tantôt la courbe de l'efficacité marginale du capital » (J.M Keynes, TG, op. cit., P 150, souligné par nous).

Le résultat que nous retenons provisoirement est celui de l'identité entre *courbe de demande de capital et courbe de l'efficacité marginale du capital*.[C41]

C'est ***l'efficacité marginale du capital*** qui devient dans ce cas l'objet de la définition. Ce concept nous est connu dit Keynes. Nous employons fréquemment les notions, venues de Marshall et Fisher, de « *Productivité, rendement, efficacité ou utilité marginales du capital* » (P151). Mais nous commettons des confusions, et parmi celles-ci :

« *La plus importante quant au sens...(...)*a eu pour origine la méconnaissance du fait que cette efficacité marginale dépend du **rendement escompté** du capital, et non pas simplement de son rendement courant » (J.M Keynes, TG, op. cit., P 154).[C42]

Par conséquent en expliquant ce qu'est *le rendement escompté d'un investissement* , nous expliquons (partiellement comme nous allons le voir) l'existence d'une courbe de demande de capital par son *efficacité marginale*.

On appelle *rendement escompté d'un investissement* la série d'annuité ou de revenus (Q1, Q2...Qn) correspondant à la différence entre :

- les revenus *estimés* pouvant être tirés de la vente de la production issue de l'utilisation de ce capital au cours de sa durée de vie ; ces revenus étant *actualisés*,
- et les frais courants nécessaires pour réaliser cette production.

Plus simplement donc, il s'agit de la série de revenus nets anticipés par l'entrepreneur-l'investisseur.

Le rendement escompté d'un capital est une chose. La nécessité de son *remplacement* en est une autre qui vient s'ajouter à la définition de l'EMC. L'estimation proposée par Keynes pour évaluer ce remplacement est appelée « *coût de remplacement* » ou *prix d'offre du capital*. Le prix d'offre est « *le prix qui est juste suffisant pour décider un fabricant à produire une unité nouvelle de ce capital* » (J.M Keynes, TG, op. cit., P 149). Il s'agit du **prix courant**.

D'où la définition complète de l'EMC : « *Plus précisément nous définirons l'efficacité marginale d'un capital par le taux d'escompte qui, appliqué à la série d'annuités constituées par les rendements escomptés de ce capital pendant son existence entière, rend la valeur actuelle des annuités égale au prix d'offre de ce capital. Ceci nous donne les efficacités marginales des différents types de capital. La plus élevée de ces efficacités marginales peut être considérée comme l'efficacité marginale du capital en général* ».

(J.M Keynes, TG, op. cit., P 149, souligné par nous).[C43]

L'exemple de Keynes qui débute le chapitre 11 : « *Quand un homme achète un bien de capital ou investissement...* », et que nous venons d'utiliser, se complète implicitement par l'hypothèse qu'à tous moments *le même homme peut en quelque sorte utiliser son argent autrement qu'en achetant du capital*, et de demandeur de capital se transformer en spéculateur. N'omettons pas en effet que son objectif est la maximisation d'une série de revenus futurs issus de la dépossession de sa monnaie liquide. Pour investir il doit y être incité. Cette incitation n'est donc pas indépendante du niveau du taux de l'intérêt monétaire, qui peut selon les cas inciter ou désinciter à l'investissement, ou ce qui revient au même inciter ou désinciter à la spéculation. Le taux de l'intérêt est ainsi le *coût d'opportunité de l'investissement*.

La conclusion est qu'il existe un point où les deux incitations sont égales, donc en deçà et au-delà duquel elles diffèrent, la faveur revenant à l'une ou à l'autre. Ce que l'on peut mieux exprimer avec Keynes en disant : « *il est évident que le flux effectif de l'investissement courant sera grossi jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucune catégorie de capital dont l'efficacité marginale soit supérieure au taux de l'intérêt courant. En d'autres termes, le flux de l'investissement sera porté au point de la courbe de la demande de capital où l'efficacité marginale du capital en général tombe au niveau du taux de l'intérêt du marché* » (J.M Keynes, TG, op. cit, P 150).[C44]

Les manuels choisissent différents types de présentations pour illustrer et éclaircir ce problème du choix de l'investissement. Keynes propose une forme algébrique.

Pour nous elle revient à réaliser un calcul de revenus actualisés, par la formule d'actualisation $V_0 = V_n / (1+i)^n$ qui se dit l'emprunt d'une somme V_0 aujourd'hui doit permettre au taux i d'obtenir une somme future, dans n années, appelée V_0 déflatée par $(1+i)^n$. Cette formule provient de la formule du placement par intérêts composés, qui va du présent vers le futur et qui s'écrit évidemment : $V_n = V_0 (1+i)^n$

Toutefois dans la première formule, on suppose qu'aux cours de la période, le taux i est stable et qu'il est le même pour aller du présent vers le futur ou revenir du futur vers le présent. On corrige cet inconvénient en le supposant effectivement stable, en le notant a pour le différencier de i , et on écrit la suite des revenus actualisés

$$V = V_1/(1+a) + V_2/(1+a)^2 \dots + V_t/(1+a)^t \dots + V_n/(1+a)^n$$

On connaît V , les revenus V_t

Il reste une inconnue dans cette équation qui est le taux d'actualisation « a », que l'on peut alors déterminer.

On appelle alors « a » indifféremment « **Taux interne de rendement** » (TIR) ou « **Taux de rendement interne** » (TRI). Il est aujourd'hui fréquemment utilisé dans les estimations micro et macro économiques, et il est fidèle à la notion keynésienne d'EMC.

On peut aussi recourir à un tableau numérique ou à une présentation graphique. Cette dernière forme de présentation est la plus fréquente.

III12) Illustration numérique de l'EMC

L'occasion nous est offerte de reprendre une illustration numérique proposée par Abba P. Lerner, (1903-1982). Nous la choisissons d'autant plus qu'elle appartient aux - présentations dites remarquables de la TG, en étant la première en Octobre 1936 (A. P Lerner : « "Mr Keynes's General Theory", 1936, *International Labor Review* »). On cite volontiers Lerner pour ses explications sur la question de l'EMC : « *Lerner wrote one of the first and most remarkable review of Keynes's General Theory, providing a remarkable closure to Keynes's system which he took up again later in 1939 and 1952. His analysis of investment and savings in Keynes (1937, 1938, 1939, 1944) were elucidating, particularly in solving the liquidity preference-loanable funds debate then raging and advancing the theory of investment considerably by clarifying the concept of user cost of capital and showing the relationship between the marginal productivity of capital and the marginal efficiency of investment.* » (HET).[C45]

Nous savons que l'EMC est assimilable au *taux* permettant l'actualisation des revenus futurs (taux d'escompte ou taux d'actualisation). C'est ce que propose Lerner dans l'exemple d'une machine dont le coût est de 300£. La première année de son utilisation elle est supposée (par anticipation) rapporter 220£ issues de la vente de la production, et au cours de la seconde année, posée par hypothèse comme la dernière, un revenu de 121£. Un calcul rapide permet d'évaluer alors l'EMC à 10%, sachant qu'elle rapporte au bout de deux ans : $220 + 121 = 341$. On vérifie que la valeur des revenus escomptés vaut bien au moment de l'achat 300£, en écrivant

$$[220 \times (100/110)] + [121 \times (100/110)^2] = 200 + 100 = 300$$

On conclut alors que si le taux de l'intérêt n'est pas supérieur à l'efficacité marginale du capital (10%), alors les entreprises doivent investir, et ne pas investir dans le cas contraire. Le choix dépend donc de leurs prévisions.

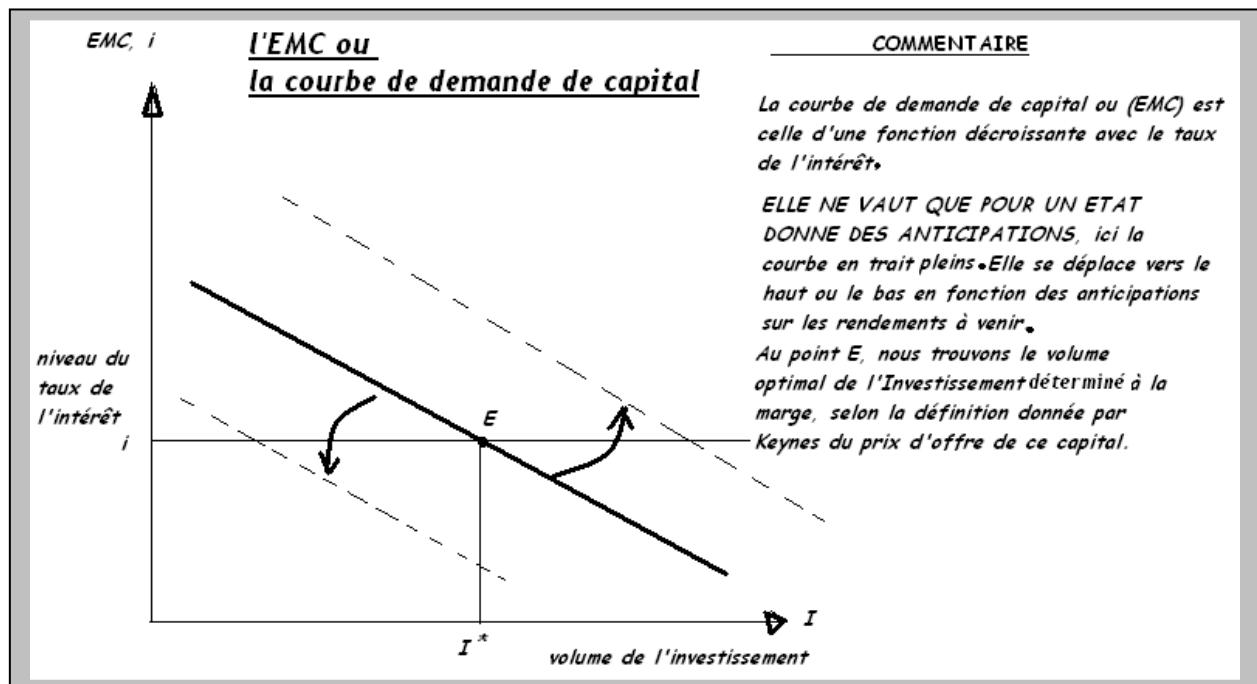
III13) Illustration graphique de l'EMC et rôle de la prévision

a) la courbe de demande de capital

Les formules que nous venons de rappeler, de même que l'extrait de la TG sur lequel nous travaillons, montre que l'EMC est un *taux fonction* lui-même du *taux de l'intérêt*, soit $EMC = f(i)$. Il peut être situé sur la même échelle.

Par ailleurs nous cherchons à construire une courbe de demande de capital ou d'investissement noté I (I = Volume du capital), qui est fonction de cette EMC. Nous acceptons ainsi (voir plus loin) avec Keynes que $I = I(EMC, i)$, donc que l'investissement courant est fonction de l'EMC et du taux de l'intérêt.

En situant l'EMC et i en ordonnée, et I en abscisse, on parvient au graphique suivant



La complexité du choix ne vient selon le graphique, pas tant des opérations de calcul élémentaires, mais de la part faite aux anticipations des agents. On est dans ce domaine confronté à l'incertitude et aux « *esprits animaux* » des entrepreneurs selon l'expression de Joan Robinson.

b) La prévision

Keynes identifie d'abord deux types d'influences sur la prévision : le présent et le futur.

Au présent, les décisions d'investissement productif ou non sont conditionnés par : le volume de capitaux disponibles, et la demande de capital

Au futur, viennent s'ajouter des variables telles que : les variations qualitatives et quantitatives des capitaux, les goûts des consommateurs, le niveau du salaire nominal.

Il appelle alors : « *état de la prévision à long terme* » (E_{PLT}) les « états psychologiques d'attente du futur », c'est-à-dire la perception optimiste ou pessimiste du futur.

L' E_{PLT} diffère de celui de *court terme* (E_{PCT}), étudié au chapitre 5.

L' E_{PCT} désigne les *anticipations de profit* d'une décision de production actuelle avec l'outillage existant.

La question principale est celle des déterminants de l' E_{PLT} . Keynes démontre que le déterminant principal est *la confiance* (ou « état de la confiance » ou E_C).

Et donc $E_{PLT} = E_C$.

La confiance est définie strictement. Elle est enracinée dans le présent. Car, celui-ci donne des *prévisions probables*. La confiance est alors : « la probabilité que l'on assigne au risque que la prévision la mieux établie se révèle tout à fait fausse ». Selon Keynes, les économistes ont accordé trop peu d'importance à ce déterminant, auquel il consacre un chapitre.

D'une façon modeste, il avoue notre faible connaissance *a priori* de l' E_C . Comme elle se présente à peu près comme la *psychologie des affaires*, le chapitre est qualifié de « *digression* » sur ce sujet. Keynes explique pourquoi il en est ainsi.

- Les bases modernes d'une évaluation des rendements escomptés sont, selon lui, « précaires ». Elles correspondent à une période historique particulière, celle d'un *capitalisme de gestionnaires d'entreprises ou financier*. Période qui a succédé à celle des *propriétaires d'entreprises*.

L'instabilité de la période ancienne est renforcée dans la seconde. « *Les affaires étaient une loterie* » dans la première, mais « *les réévaluations journalières des sours en bourse* » accroissent l'instabilité.

Il reste alors un facteur de prévision, qui est *le cours moyen des actions*.

- Il expose ensuite la pratique des réévaluations journalières et des prévisions qui peuvent en découler. La leçon étant qu'il ne peut y avoir de *prévision* que *pragmatique* au sens de Peirce. Il énonce en effet que l'on agit *par convention*. Celle-ci repose sur *l'évaluation actuelle, qui est considérée comme la seule valable*. La convention est stable ou donne lieu à *un haut degrés de continuité*, tant qu'elle se maintient. Or, elle s'avère précaire pour plusieurs raisons tenant à la fois de la psychologie induite par les marchés financiers, et par le capitalisme financier dans son ensemble. Il dénombre 5 raisons principales :

- l'ignorance, liée à la séparation de la propriété et de la gestion des entreprises,
- le poids excessif dans les décisions, des variations de court terme du taux de profit,
- en conséquence la disparition de toute base rationnelle de prévision,
- le *fétichisme de la liquidité* impulsé par les investisseurs professionnels qui déplacent l'horizon de la prévision, Plusieurs métaphores sont utilisées dans le texte pour l'illustrer, et montrer que la prévision est rendue impossible aux *esprits sérieux* par les « *simples joueurs* ».
- l'« *état du crédit* » qui est assimilable à « *la confiance spéculative* » puisqu'il s'agit du « *degrés de confiance que les institutions de prêts témoignent aux personnes qui cherchent à emprunter* ».

Les paragraphes VI, VII et VIII ajoutent des causes aggravantes, pour finalement situer l'origine de la confiance.

Le paragraphe VI est celui d'un constat radical : « *le seul remède radical aux crises de confiance* » serait de confiner le choix à l'arbitrage « *consommation / investissement* ». Le triomphe du laisser-faire a pris selon Keynes la forme d'une domination de la spéculation sur l'entreprise. La première est l'activité qui consiste à *prévoir la psychologie du marché*, tandis que la seconde *consiste à prévoir le rendement escompté des actifs*.

Ce constat est d'autant plus justifié dit Keynes, que la spéculation se double d'une autre cause qui réside dans le caractère spontané de l'*optimisme* parmi les hommes (§ VII).

Toutefois, il n'existe pas que des « *fluctuations psychologiques irraisonnées* ». Mieux, l' E_{PLT} est « *souvent assez stable* ». Les facteurs allant dans ce sens sont présentés au § VIII, et sont des catégories d'investissement tels que : Immeubles, Valeurs des services publics.

En conclusion, Keynes introduit le chapitre 13 consacré au taux de l'intérêt, en faisant état de son scepticisme sur le succès d'une politique monétaire qui devrait compenser les *fluctuations de l'EMC* par celle du *taux de l'intérêt*.

III14) Le principe de la demande effective

Pascal Combemale dans son « *Introduction à Keynes* » (Repères, La découverte, 2006), Rapporte que dans une lettre à Roy Harrod du 30 Août 1936, Keynes lui aurait confié que ses quatre découvertes principales furent dans l'ordre : 1) la baisse de la propension marginale à consommer 2) La détermination du niveau général de l'emploi par la confrontation au niveau

global de l'offre et de la demande, 3) L'explication de l'intérêt par la préférence pour la liquidité et 4) la définition correcte de l'EMC.

Si notre ordre d'exposition ne correspond pas tout à fait à celui de l'intérêt des découvertes principales citées par Keynes, les thèses situées dans notre échelle y sont cependant toutes présentes. Nous avons jusqu'ici traité les découvertes 3 et 4. Nous remontons avec le *principe de la demande effective* vers les découvertes 2 et 1.

a) La définition de la demande effective

TG, Livre I - Chapitre 3 –
page 49 à 53, (extrait dans le
dossier de cours N° 6.3)

Nous appellerons *demande effective* le montant du « produit » attendu D au point de la courbe de la demande globale où elle est coupée par celle de l'offre globale. Ceci constitue l'essentiel de la Théorie Générale de l'Emploi que nous nous proposons d'exposer. Les chapitres suivants seront donc consacrés en grande partie à l'examen des divers facteurs qui influent sur ces deux courbes.

La demande effective est donc une (et non deux) valeurs du « produit attendu » (donné par $D = f(N)$). Ou ce qui est identique **un (et non deux) point de rencontre entre deux courbes** macroéconomiques, celle de l'offre globale et celle de la demande globale. Franck Van de Velde utilise quant à lui explicitement l'expression « *point de demande effective* ». Sa connaissance suppose donc celle des fonctions correspondant à ces deux courbes. Elles sont appelées par Keynes :

- Prix de l'offre globale : $Z = \phi(N)$ (« *Aggregate supply price* »)
- Produit (ou prix de la demande globale) : $D = f(N)$ (« *Aggregate demande price* »)

Et elles sont toutes deux fonctions du niveau de l'emploi (N). [C46]

Ce n'est qu'après avoir soigneusement distingué les arguments de ces fonctions et leur signification, que l'on est autorisé à traiter de la demande effective de Keynes, en recourant à des *expressions* synonymes vulgarisés dans les dictionnaires et manuels tels que *demande anticipée, montant des ventes espérées, demande attendue, total anticipé de la consommation et de l'investissement etc...* Dans le cas contraire ces supposés synonymes sont trop imprécis.

b) La demande effective contre la « *Loi des débouchés* »

L'importance de ce concept pour l'HPE, ne réside pas dans le fait qu'il ait été *découvert* par Keynes, car comme il le dit lui-même le rôle joué par la demande effective dans la détermination du niveau de l'emploi a été mis en valeur par plusieurs auteurs antérieurs parmi lesquels Malthus avoir fait la contribution la plus remarquable. Les autres auteurs mentionnés sont Marx (Keynes connaissait le chapitre XXV du Livre I du « *Capital* »), Gesell et le Major Douglas.

En visant Malthus, Keynes signifie que *le principe de la demande effective* a toujours été défendu contre un autre principe, celui de Ricardo-Say qui s'exprime par *la règle selon laquelle « l'offre crée sa propre demande »*. On appelle aussi cette règle « *loi des débouchés* » de Say, ou loi de Say, parce qu'elle a été avancée par Jean Baptiste Say dans seulement trois

pages, c'est-à-dire le chapitre 22 (« la loi des débouchés ») de son « *Traité d'économie politique* » en 1803. Puis il est passé à la postérité grâce aux classiques, comme James Mill-le sosie de Mr Pickwick-(puis Stuart) et Ricardo. Chez James Mill la loi des débouchés est par exemple exprimée par cette vérité selon laquelle : « *Plus vous augmentez le produit annuel, plus par ce fait même vous étendez le marché national...La demande d'une nation est toujours égal au produit d'une nation ;* » (James Mill : « *Commerce defended* », 1808).[C47]

La confrontation de Malthus à ces auteurs classiques l'a conduit à défendre le principe opposé. Un passage célèbre de Malthus est donné dans le dossier de cours N°6.3 (a la première page des extraits de la TGEIM). Cet extrait montre cependant que si Malthus avait bien vu que la loi des débouchés affirmait l'existence d'une pure économie réelle, ou une économie de troc (« *les produits s'échangent contre des produits* » comme dit Say), il n'oriente pas la critique vers *l'absence de monnaie* dans le circuit mais vers le travail. Sa critique reste donc limitée, et comme le dit Keynes « *Malthus n'est pas parvenu à fournir une thèse capable de remplacer celle qu'il attaquait* » (J.M Keynes, TG, op. cit, P 56). La suite de l'histoire est connu et bien résumée par Keynes par : « *et Ricardo conquiert l'Angleterre aussi complètement que la Sainte inquisition avait conquis l'Espagne* » (J.M Keynes, TG, op. cit, P 56). Ricardo conquies aussi le mouvement marginaliste par l'intermédiaire de Walras, et finalement l'ensemble du courant néo-classique.[C48]

c) Le « plein emploi »

C'est le résultat principal de cette opposition qui importe. La loi de Say conduit le courant dit Classique par Keynes à privilégier l'offre au lieu de la demande. La conséquence est qu'elle suppose une relation particulière entre les deux courbes selon Keynes :

En d'autres termes, la théorie classique suppose que le prix de la demande globale (ou « produit ») s'ajuste toujours au prix de l'offre globale, de manière que, quel que soit le volume de l'emploi N , le « produit » D prenne une valeur égale au prix de l'offre globale Z qui correspond à N .

On ne peut mieux affirmer que le *niveau de l'emploi atteint à l'équilibre de l'offre et de la demande globale est toujours un niveau de plein emploi*. Le chômage qui subsisterait ne pourrait être selon la théorie marginaliste qu'un *chômage volontaire* (Pigou). Ce que Keynes exprime autrement en considérant cette proposition comme l'hypothèse une infinité de *demande effective* :

Ceci revient à dire que la demande effective, au lieu d'avoir une seule valeur d'équilibre, comporte une série indéfinie de valeurs toutes également admissibles;

Elle a pour fondement une autre hypothèse : celle de l'égalité des « coûts » et de »la dépense ». Celle-ci signifie que la dépense (l'acte d'achat du produit global), résultats des coûts de la production (nécessité pour ce niveau du produit global) est toujours égale au montant de ces coûts. Implicitement est donc admise une thèse suivant laquelle *toute l'épargne est exactement dépensée pour l'achat de biens capitaux ou totalement investie*. [C49]

A l'échelle de l'histoire de la pensée économique, Keynes souligne l'importance qu'il faut accorder à ces hypothèses :

Ainsi la loi de J. B. Say qui veut que, pour tout volume de la production considérée dans son ensemble, le prix de la demande globale soit égal au prix de l'offre globale, équivaut à la proposition d'après laquelle il n'existe pas d'obstacle à l'instauration du plein emploi. Cependant si telle n'est pas la loi véritable qui lie la fonction de la demande globale et la fonction de l'offre globale, il reste à écrire un chapitre de la théorie économique dont l'importance est décisive et en l'absence duquel toute discussion au sujet du volume de l'emploi global est vaine. [C50]

En affirmant l'unicité du point de rencontre des deux courbes, Keynes veut écrire ce « *chapitre de la théorie économique* ». Chez lui, comme nous allons le voir, *le principe de la demande effective conduit à deux résultats essentiels* :

- Il existe plusieurs niveaux d'emploi correspondants à l'équilibre de l'offre et de la demande globale
- Il n'existe qu'une seule situation d'équilibre correspondant au *plein emploi*, dont la réalisation suppose de porter la demande globale au niveau de l'offre globale.

Un avertissement cependant à propos de cette controverse. Il ne faut pas y entrer avec ses gros sabots pour séparer radicalement les choses. La différence est plus fine entre les deux principes. Le principe de la demande effective, ainsi que le dit Van de Velde, « n'est pas une négation pure et simple de la loi des débouchés ». En particulier, comme il le montre fort bien (P 122), ce que l'on appelle demande est aussi une offre, et donc *le côté entrepreneur des décisions* et tout aussi *essentiel* que le côté *consommateur*. Nous le constaterons ci-après.

d) La demande effective et ses composantes : *le rôle de la propension marginale à consommer* (J.M Keynes, TG, op. cit, Livre III)

Avant de passer à l'analyse proprement dite de l'équilibre entre l'offre et la demande globales, il nous faut *concrétiser* la définition de la demande effective.

Le schéma ci-dessous résume les composantes de la demande effective.

Nous pouvons à cette étape parler de demande et d'offre globale comme le fait Keynes, pour traiter des composantes.

La demande globale est composée de deux catégories de dépenses, réalisées par des agents économiques distincts et dont les comportements d'anticipations sont différents (document de cours N°6.3 –schéma):

- les dépenses de consommation des ménages, dont l'importance dépend du montant du revenu des ménages. L'analyse de cette dépense est réalisée au moyen de la fonction

de consommation $C = C(Y)$ où Y désigne le montant du revenu global. Keynes consacre le Livre III de la TG à « *la propension à consommer* ».

- les dépenses d'Investissement des entrepreneurs, dont l'importance dépend de l'EMC, et du niveau du taux de l'intérêt. L'analyse de cette dépense est réalisée au moyen de la fonction d'Investissement $I = I(EMC, i)$.

Keynes écrit plus précisément : « *La fonction de demande globale relie un volume donné de l'emploi au "produit" que l'on pense devoir en tirer. Le "produit" est formé par l'addition de deux quantités : la somme qui sera dépensée pour la consommation, lorsque l'emploi a le volume donné, et la somme qui sera consacrée à l'investissement* » » (J.M Keynes, TG, op. cit, livre III, P 107).[C51]

Nous avons déjà étudié les principaux enseignements de la fonction d'Investissement. Il nous faut compléter notre approche de la demande globale par la présentation de la fonction de consommation.

Partant des la fonction de consommation $C = C(R)$ (puisque « *le revenu global, mesuré en unités de salaires est, en règle générale, la variable principale de laquelle dépend l'élément consommation de la fonction de demande globale* » (J.M Keynes, TG, op. cit, P113).,[C52]

Il est possible de définir deux autres relations fonctionnelles appelées *propension moyenne et propension marginale à consommer* (on se réfère à l'extrait : « *La loi psychologique fondamentale* » - J.M Keynes, TG, op. cit, P114-116- Dossier N° 6.3).

La propension moyenne mesure la part du revenu consacrée à la consommation et s'écrit

$\bar{c} = \frac{C}{R}$ elle représente pour une période de temps donné la dépense moyenne de consommation, calculée en pourcentage du revenu. La tendance moyenne à laquelle on se réfère le plus souvent est celle d'un taux de $\bar{C} = 0,8R$.

Plutôt que par la propension moyenne, l'analyse du comportement de consommation des ménages est proposée par Keynes à l'aide la *propension marginale à consommée*. Celle-ci mesure l'accroissement de la consommation lié à une croissance du revenu. Keynes propose de l'écrire :

$c = \frac{dC}{dR}$ quotient toujours positif et inférieur à 1. (c'est nous qui choisissons « c »).

Qui s'écrit aussi en termes d'accroissement relatif : $c = (\Delta C / \Delta R)$

Comme nous l'avons vu dans la lettre à Harrod, Keynes estime avoir découvert dans l'étude des variations de la propension marginale à consommer « c » un phénomène économique essentiel. Nous le résumons sous le nom de « *loi psychologique fondamentale* ». celle-ci est présentée dans l'extrait joint au dossier N° 6.3. Sa définition est :

« *La loi Psychologique fondamentale sur laquelle nous pouvons nous appuyer en toute sécurité, à la fois a priori en raison de notre connaissance de la nature humaine et a posteriori en raison des renseignements détaillés de l'expérience, c'est qu'en moyenne et la plupart du temps les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu.* » » (J.M Keynes, TG, op. cit, P114).[C53]

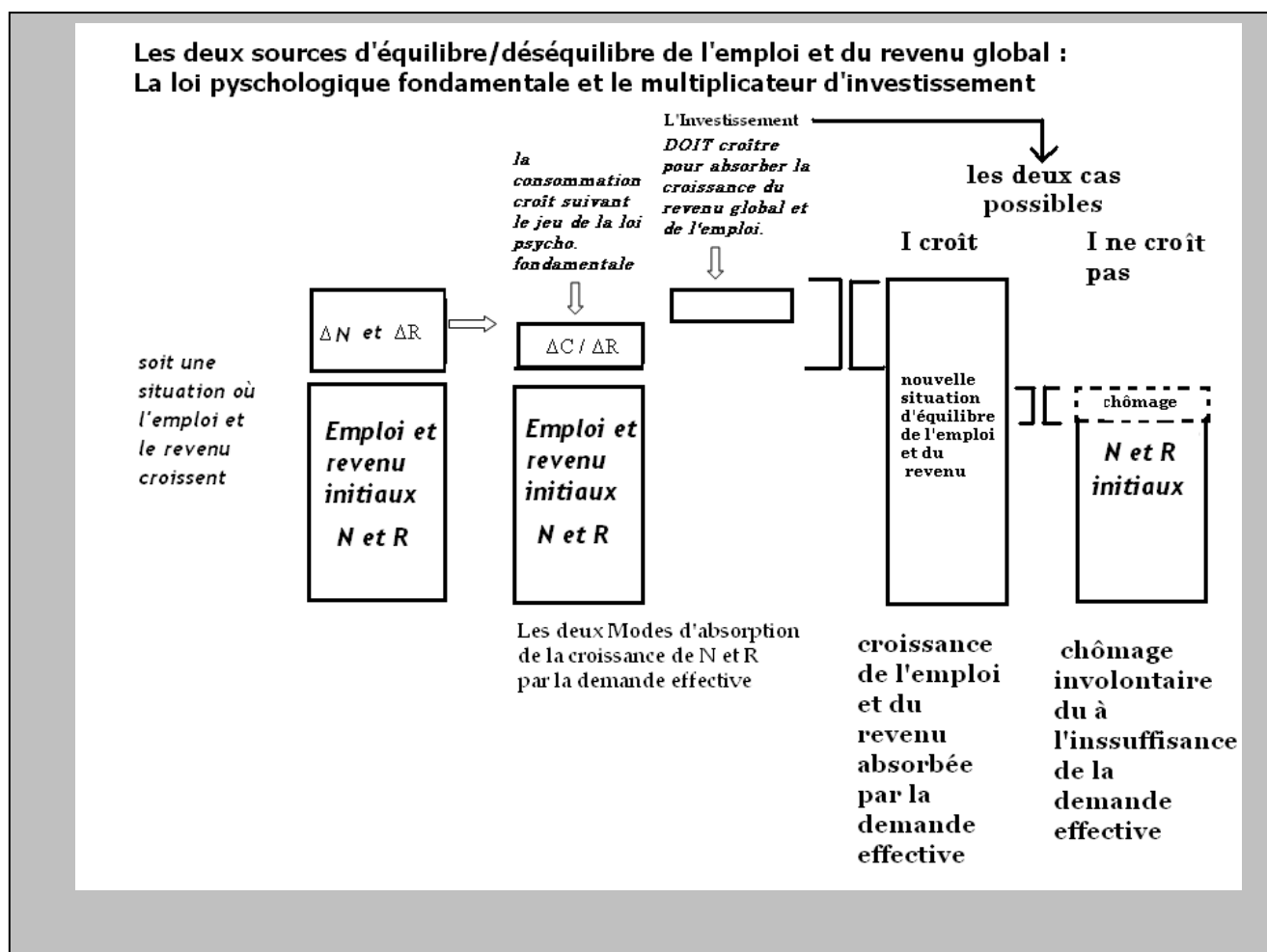
Cette loi psychologique joue un rôle effectivement fondamental dans la détermination du niveau général de l'emploi. L'argument principal est celui du jeu du *multiplicateur d'Investissement* (k). C'est ce qu'il nous faut comprendre en nous aidant de l'extrait du dossier 6.3 consacré au *multiplicateur*.

Keynes considère (extrait *propension*) la fonction de consommation comme relativement stable à court terme, car « *les habitudes* » (nées de facteurs « objectifs » et « subjectifs »),

font que généralement les individus bénéficiaires d'un revenu affectent en moyenne une part constante à la *consommation*, « *prioritaire dans l'emploi de leur revenu* », puis « *ils ont tendance à épargner la différence* ». L'épargne est donc cette partie du revenu non consommée. Cette partie devient de plus en plus importante à mesure de la croissance du revenu, du fait de la *loi psychologique*. Inversement elle décroît plus fortement que la consommation lorsque le revenu décroît.

Keynes déduit alors les premiers effets sur l'emploi global. Il écrit : « *Ce principe simple conduit, nous le verrons, à la même conclusion que précédemment, savoir : l'emploi ne peut progresser qu'au rythme d'accroissement de l'investissement, sous réserve bien entendu qu'il n'y ait pas de variation de la propension à consommer. En effet, puisque dans le cas d'une augmentation de l'emploi les consommateurs dépenseront moins que l'accroissement du prix de l'offre globale, la dite augmentation de l'emploi se révélera désavantageuse à moins qu'un accroissement de l'investissement ne vienne combler la différence* ».[C54]

En considérant le terme « *désavantageuse* » comme synonyme de risque de chômage, nous proposons comme commentaire de cette citation le schéma ci-dessous (doc. N° 6.3) :



Cette représentation décrit les deux situations extrêmes entre lesquelles évidemment il y a des situations nuancées.

Mais l'ensemble signifie bien que : l'emploi (et donc le revenu) croissant sous l'effet de la croissance de l'investissement, et une partie de la croissance du revenu étant épargnée plutôt que consommée, il y aura un excès d'offre ou *insuffisance de la demande*, sauf si les dépenses d'investissement viennent « *combler la différence* ». Dans le cas contraire la demande effective est dite insuffisante, et l'économie peut connaître la récession et le chômage. L'investissement en question est *l'investissement net* (hors provision financière ou amortissement), tel que déterminé dans les travaux de C. Clark ou S. Kuznets, et dans lesquels Keynes puise sa définition.

Keynes parvient à montrer comment est comblée cette différence grâce au *multiplicateur d'investissement*, car il est désormais acquis que : « *l'emploi ne peut progresser que de pair avec l'investissement* » (J.M Keynes, TG, op. cit, P128). Plus généralement l'investissement est dit la *causa causans* ou « *cause première* » du système.[C55]

e) La demande effective : **le jeu du multiplicateur d'investissement « k »**

Il n'est nulle réflexion sur le multiplicateur d'investissement (« k ») chez Keynes sans référence au travail de son élève Richard F. Kahn, -(1905-1989)-("*The Relation of Home Investment to Unemployment*", 1931, EJ ».). Keynes s'y réfère abondamment dans ce passage Pour expliquer comment le multiplicateur d'emploi de Kahn (« k' ») peut être transposé à la fois à l'investissement et à l'emploi.

Le multiplicateur de Kahn est défini ainsi : « *il mesure le rapport entre l'accroissement de l'emploi total et l'accroissement donné de l'emploi primaire dans les industries d'investissement, auquel il est associé* » (J.M Keynes, TG, op. cit, P131).

$\Delta N = k' \Delta N_2$ avec ΔN_2 l'accroissement donné de l'emploi primaire du à I [C56]

e-1) la version 1 de « k »

Le multiplicateur d'investissement de Keynes mesure l'accroissement du revenu global induit par une croissance de l'investissement. Dans la première version du multiplicateur sa valeur et sa fonction correspondent aux calculs ci-dessous.

Soit Y le revenu global (dans l'extrait Y est appelé R) et I l'investissement global. Toutes les valeurs étant estimées en *unités de salaire*, considérons leur variation respective.

Soit ΔI une hausse de l'investissement d'un montant donné

On sait que $Y = C + I$, l'accroissement du revenu s'écrit alors $\Delta Y = \Delta C + \Delta I$. **La croissance de la population dépend de c, la propension marginale à consommer, donc $\Delta C = c \Delta Y$.**

En remplaçant il vient : $\Delta Y = c \Delta Y + \Delta I$. Ce qui nous intéresse est l'influence de I sur Y.

On isole donc ΔI , qui s'écrit :

$\Delta I = \Delta Y - c \Delta Y = \Delta Y (1-c)$.

Le terme (1-c) est la propension marginale à épargner notée s On peut en tirer une relation $\Delta I = s \Delta Y$ et l'accroissement de l'investissement apparaît comme égal à celui de l'épargne.

Mais, c'est une autre relation qui est ici importante. On inverse pour cela la relation en passant (1-c) à gauche, pour écrire : $\Delta I / (1-c) = \Delta Y$ qui est équivalente à

$\frac{1}{1-c} \Delta I = \Delta Y = k \Delta I$ avec $k = (1 / 1-c)$ le multiplicateur d'investissement

C, la propension à consommer au dénominateur étant comprise entre 0 et 1, alors k est toujours supérieur ou égal à 1.

L'équation de l'extrait est $\Delta R_s = k \Delta Y_s$ et Keynes écrit « où $1-(1/k)$ » est la propension marginal à consommer. ». Il suffit de vérifier qu'en remplaçant k par sa valeur, pour nous égale à $k = 1/(1-c) = 1/s$ on trouve bien une expression de la propension à consommer.[C57]

La signification de cette première formule du multiplicateur est :
 Il existe une relation de proportionnalité entre la création d'emplois au niveau global et la création d'emploi dans le secteur des biens d'investissement. Cette relation doit être respectée. Plus généralement Keynes donne la signification suivante : *«lorsqu' un accroissement de l'investissement global se produit, le revenu augmente d'un montant égal à k fois l'accroissement de l'investissement »* (J.M Keynes, TG, op. cit, P131).[C58]
 Dans la suite de l'extrait il est montré que la croissance de l'emploi induite par celle de l'investissement a des effets différents selon que l'économie est proche ou éloignée du plein emploi. Les deux situations extrêmes définies par la valeur de c , la propension marginale à consommer, sont les suivantes (dossier N° 6.3) :

Le jeu du multiplicateur d'investissement et les deux cas extrêmes.				
Situation proche du plein emploi	c proche de 1	Faibles fluctuations de l'investissement = vastes fluctuations d'emploi	Un accroissement faible de l'investissement peut conduire au plein emploi	Le chômage involontaire est facilement maîtrisable, mais peut croître rapidement
Situation éloignée du plein emploi	c proche de 0	Faibles fluctuations de l'investissement = faibles fluctuations d'emploi	Un accroissement considérable de l'investissement peut être nécessaire pour conduire au plein emploi	Le faible niveau de l'emploi ne peut croître le plus souvent que par des « remèdes énergiques »

Le diagnostic de Keynes est que *« Dans la réalité existante la propension marginale à consommer semble se situer entre ces deux points extrêmes, mais beaucoup plus près de 1 que de 0 ; le résultat est que nous cumulon, en un sens, les inconvénients des deux sortes de mondes »* (J.M Keynes, TG, op. cit, P134). Un fait important est qu'en situation de plein emploi (quelque soit c), une croissance marginale de l'investissement induit une hausse des prix nominaux et donc crée une inflation.

Enfin, les relations mathématiques décrites ici, ne doivent être considérées que sous le rapport de la « moyenne » et non comme des valeurs instantanées.

e-2) La version 2 de « k »

La seconde version du multiplicateur est plus connue et fait intervenir l'Etat dans son rôle de *stimulateur de l'activité économique*. L'investissement public peut en effet combler le vide de l'investissement privé, par l'investissement *autonome* indépendant de l'épargne. Dans ce cas *l'application du principe du multiplicateur permet de montrer que la hausse induite dans le revenu global de la communauté est « k » fois supérieure à celle de l'investissement initiale*. Nous traiterons ceci au point 2 du paragraphe « fondement 3 » ci-après.

IV) Fondement 3 Keynésianisme

IV1) La détermination du niveau général de l'emploi et les causes du chômage observé

L'emploi et le chômage ne sauraient se réduire au jeu de quelques variables économiques. Keynes a souligné la dimension essentielle de l'incertitude, il est vrai dans un mode de représentations structuré par *la valeur marchande et la maximisation de leur profit par les entrepreneurs*, en soi un monde *vanderlintien* avec *crédit*. S'il fallait toutefois se faire une idée sur la variable essentielle, celle qui gouverne les états du système économique, nous

sommes avec Keynes conduit à reconnaître le rôle déterminant du *taux de l'intérêt de la monnaie*. Keynes dit de celui-ci qu'il constitue le « *fil d'Ariane* » de sa réflexion. L'économie monétaire de production instituée par le capitalisme repose en effet sur cette grande différence entre les « *contrats à terme* » et les contrats « *au comptant* ». Ajoutons à cela que la *préférence pour la liquidité* est universelle, et nous aurons le tableau général et l'ampleur de la tâche qui consiste à créer des emplois, ou à faire régresser un chômage important. Cette tâche qui passe par un équilibre satisfaisant de *l'offre et de la demande globale* repose nous l'avons dit *en grande partie sur l'efficacité marginale du capital*. Il nous faut donc retourner à celle-ci pour étudier ses effets sur l'emploi et le chômage (a). Mais ce n'est pas suffisant car, l'évolution de l'emploi est aussi gouvernée par le rapport existant entre l'Épargne et l'investissement. Nous étudierons ceci au point b).

IV11) Chômage côté *prix de l'offre globale*

La fonction de prix d'offre globale (« ASP ») correspond au *coût de chaque volume d'emploi*. Pour un entrepreneur particulier il s'agit du *rendement escompté de l'investissement*, on recette minimale attendue pour accepter un volume donné d'emploi (ou d'embauche en cas de chômage).

Pour un niveau donné de l'emploi et des salaires, le prix de l'offre global est donc soumis aux variations du taux de l'intérêt. Keynes écrit :

« **Le taux de l'intérêt de la monnaie** semble donc jouer dans la limitation du volume de l'emploi un rôle singulier, puisqu'il fixe un seuil que l'efficacité d'un type de capital est obligé d'atteindre pour que ce capital puisse faire l'objet d'une production nouvelle » (J.M Keynes, TG, op. cit, P 229-souligné dans le texte).

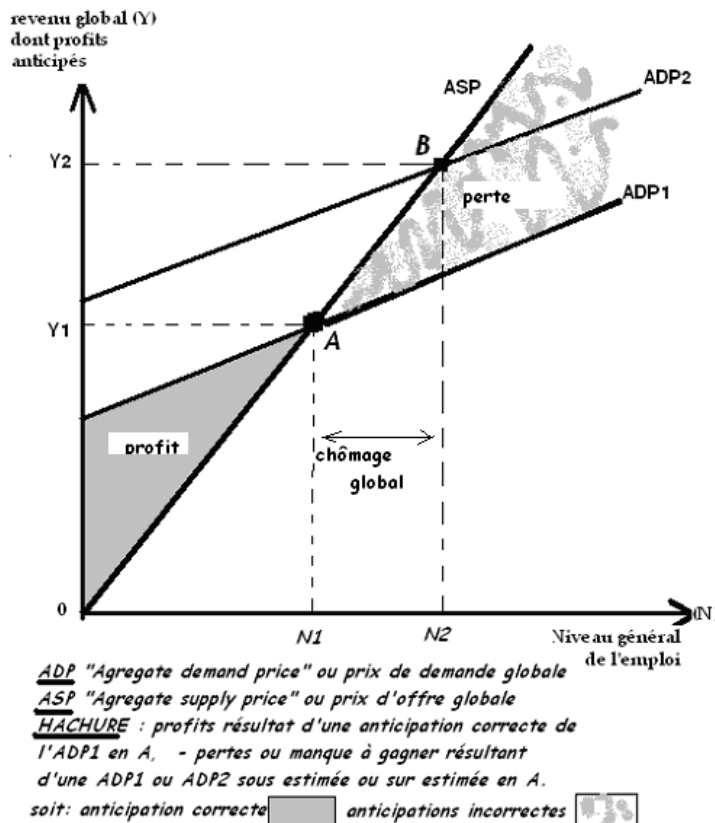
Il ne s'agit pas d'une focalisation de pure forme sur le taux de l'intérêt. Keynes en fait l'une de ses « *découverte importante* » parce qu'il a su nous dit-il adhérer à une théorie du taux de l'intérêt supérieure à toutes les autres, celle de Montesquieu (« *Esprit des Lois* », Livre XXII, chap XIX), « *le plus grand économiste français* » selon Keynes. Il écrit :

« *La solution... Nous l'avons trouvé dans l'idée que le rôle du taux de l'intérêt est de maintenir en équilibre, non l'offre et la demande de bien capital nouveaux, mais la demande et l'offre de monnaie, c'est-à-dire la demande d'argent liquide et les moyens d'y satisfaire* » (J.M Keynes, TG, op. cit, Préface pour l'édition française, P.7 -souligné dans le texte). [C59]

C'est pourquoi, ce prix de la monnaie, qu'est le taux de l'intérêt peut aussi être dit « *prix de la renonciation à la liquidité* ». Or, en investissant et donc en empruntant, les entrepreneurs avouent leur *préférence immédiate pour la liquidité*, en vue d'un *rendement escompté* qui permette de dépasser le coût de l'emprunt. Il est donc nécessaire que *l'efficacité marginale du capital* s'ajuste au niveau souhaité, pour que l'activité puisse être considérée comme rentable. Supposer au contraire que le taux de l'intérêt est un *prix d'équilibre entre l'épargne et l'investissement, c'est postuler (voir ci-après) une identité entre les deux termes* qui est dans la réalité très difficile à réaliser. La théorie classique a échoué sur Montesquieu dirait Keynes.

Nous pouvons représenter graphiquement la situation d'équilibre/déséquilibre des deux courbes de la demande globale et de l'offre globale sous la forme ci-dessous (Dossier N° 6.3):

Niveau de l'emploi global et niveau de chômage côté PRIX DE L'OFFRE GLOBALE



Explication du graphique

L'ASP, qui résulte de la maximisation du profit, est une fonction croissante du Niveau de l'emploi (N). L'ADP, croît de même avec le niveau de production et d'emploi, dont dépendent les revenus. Rappelons que la demande globale est chez Keynes composée par la demande d'investissement et celle de biens de consommation.

Dans le graphique nous avons supposé deux niveau de l'ADP (ADP1 et ADP2, pour une même courbe d'ASP).

On suppose dans un premier temps que le point de demande effective est situé en "A", de coordonnées (Y1, N1). Cela signifie que pour accepter un volume (N1) d'emploi, les employeurs doivent ESCOMPTER un niveau de profit de niveau égal à (Y1). Si leur anticipations sont celles là, c'est qu'ils situent aussi le niveau de l'ADP à Y1.

Mais si le niveau de plein emploi est (N2), les entrepreneurs devraient plutôt escompter un profit de niveau (Y2). Le point de demande effective étant alors le point B, de coordonnées (Y2, N2).

Passons alors au deuxième temps. On suppose que les choses étant celles que l'on vient de décrire, LES ENTREPRENEURS ESCOMPTE EFFECTIVEMENT le point A de demande effective. Dans ce cas, le chômage apparaît et il est estimé à (N2-N1).

Le troisième temps est LA SOLUTION KEYNESIENNE; en effet c'est en portant la demande effective du point A au point B, c'est à dire en élevant ADP1 à ADP2 que l'emploi passe de N1 à N2 et que le chômage est résorbé.

Source: Nous nous sommes inspirés de la présentation de André Paquet: « Le conflit historique entre la loi des débouchés et le principe de la demande effective » - Armand Colin - 1952.

Le taux de l'intérêt bien qu'absent du graphique est à retrouver comme le fil d'Ariane, à rebours. Dès lors qu'on se pose la question, "pourquoi ni les anticipations des entrepreneurs, ni l'efficacité marginale du capital ne parviennent à la création d'un niveau d'emploi compatible avec le plein emploi ?" on trouve en effet comme explication finale « la limitation du volume d'emploi » par le taux d'intérêt dont parlait Keynes ci-dessus. Pour de plus amples développements voir supra le §-353.3-.

Le schéma suggère une interrogation complémentaire : pourquoi le point B de demande effective est-il mal anticipé par les entrepreneurs lorsqu'ils optent pour une estimation de la demande effective au point A ? La réponse est donnée par ce que nous appelons le côté demande de notre présentation.

IV12) Chômage côté Demande ou prix de demande globale.

Nous cherchons à montrer ici que le rationnement de l'emploi (i.e son insuffisance), de même que les difficultés de la régression d'un chômage élevé, sont également expliqués par la possibilité d'un déséquilibre entre Epargne et investissement. Si nous nous situons bien du côté demande cela est dû à la définition keynésienne de la relation entre l'épargne et l'investissement.

a) Epargne (saving) et Investissement (Investment) chez Keynes

Considérées comme actions microéconomiques Epargne et Investissement sont le fait d'agents économiques différents dont les objectifs sont distincts.

A l'échelle macroéconomique, l'Épargne globale (ou sociale) est toutefois la fraction du revenu national non dépensée pour la consommation, par les deux catégories d'agents, ménages et entreprises. Une première relation entre cette épargne avec l'investissement global est résumée par Keynes, au chapitre 6 du Livre II ;

« **En résumé écrit Keynes :**

Revenu = valeur de la production = consommation + Investissement ($Y = C + I$).

Épargne = Revenu – Consommation ($S = Y - C$)

Donc, Épargne = Investissement » ($S=I$) »

(J.M Keynes, TG, op. cit, chapitre 6 du Livre II P83). – les parenthèses sont de nous).

La dernière égalité $S=I$ est appelée par Keynes une « *équivalence* », et elle s'explique selon lui par « *le caractère bilatéral des transactions entre le producteur et le consommateur ou l'acheteur d'équipement d'autre part* » (ibid). C'est pourquoi on dit aussi qu'elle est une *identité* et même une *identité comptable*, qui devrait s'écrire $S \equiv I$.

Le « *caractère bilatéral* » dont traite Keynes, apparaît directement dans la première égalité du résumé (Revenu = Valeur de la production). Cette égalité comme le montre Van de Velde est le propre d'une EMP, et « elle se déduit immédiatement de l'assimilation du revenu des entreprises aux profits effectivement réalisés »(F. Van de Velde : « *Monnaie, chômage et capitalisme* », op. cit. P 76). En effet, l'équation du profit brut global peut s'écrire

$\Pi = P - (CI + W) \Leftrightarrow P - CI = \Pi + W$

avec P-la valeur de la production- CI-Somme des consommations intermédiaires- et W-somme des salaires.

Par conséquent (P-CI) est la valeur ajoutée brute dans la Compta Nat ou *valeur de la production nouvellement créée* ;et ($\Pi + W$) représente *le revenu de la communauté*, décomposé en Salaires et profits.

Ce qui fait apparaître un constat important (qui caractérise l'EMP) : « *Production et revenu ne sont finalement que deux points de vue sur une même réalité : la richesse nouvellement créée au cours d'une période. Celle-ci peut être considérée du point de vue de la production (à gauche) ou de celui de l'appropriation (à droite).* » (F. Van de Velde : « *Monnaie, chômage et capitalisme* », op. cit. P 77- les parenthèses sont de nous).

L'identité $S \equiv I$ ou mieux $I \equiv S$ reproduit donc cette dualité de point de vue : production et appropriation.[C60]

Si l'épargne est « *l'excès du revenu sur la consommation* » (J.M Keynes, TG, op. cit, P81), de quoi se compose-t-elle ?

Les diverses allocations de l'épargne sont

- celle des *ménages* : la thésaurisation, *les différentes formes de placement offertes par le marché financier* par l'intermédiaire des banques, assurances, sociétés de crédit. Ces choix sont appelés *choix de portefeuille* et ils contribuent aux variations du taux de l'intérêt. Les ménages en cédant la monnaie liquide, deviennent offreurs de liquidité en échange d'une rémunération de leurs placements. En s'abstenant de consommer pour épargner, ils renoncent à la liquidité, et en perçoivent le prix, c'est-à-dire le taux de l'intérêt.

Celle des entreprises : on ne peut pas parler d'une épargne des entreprises au sens que l'on vient d'adopter pour les ménages. Le comportement des deux agents est en effet différent. Le revenu des entreprises est constitué par le profit. L'épargne des entreprise est donc « *l'excès du revenu* », mais non sur la consommation puisqu'elles ne consomment pas. L'excès de revenu est composé des *profits non redistribués*, notamment sous forme de dividendes aux actionnaires. Ceux-ci peuvent en effet déléguer les dirigeants nommés par eux à conserver une part des profits réalisés.

L'investissement, dans une économie à deux agents, est le fait des entreprises. Il faut distinguer *l'investissement extensif* –destiné à l'augmentation de la capacité de production- et *l'investissement de rentabilité* – destiné à l'amélioration de celle-ci (gains de productivité par

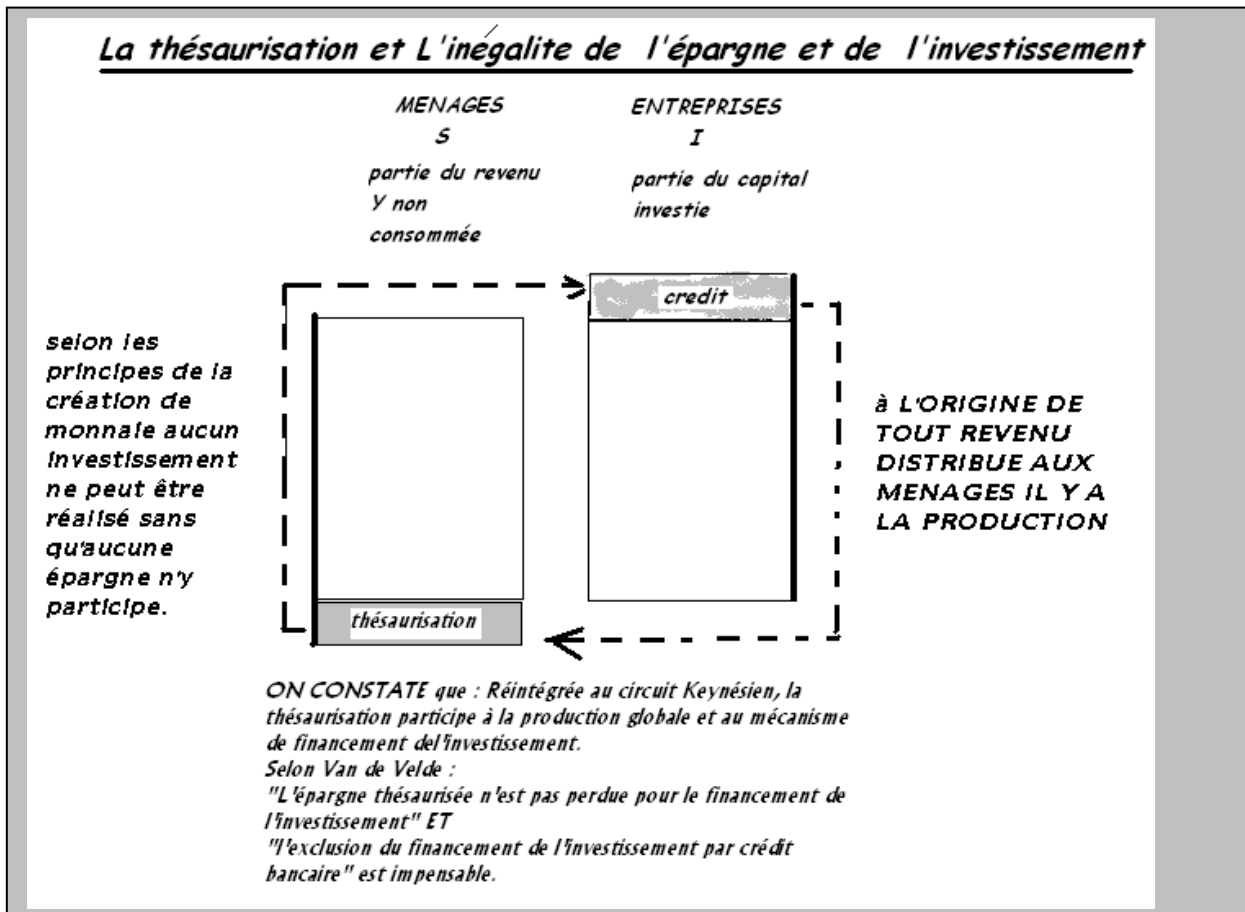
exemple). Une autre distinction plus connue est celle entre l'investissement en capital *fixe* et en capital *circulant*. L'ensemble de ces dépenses peut être financé soit sur *ressources propres* (autofinancement sur les profits), soit sur ressources d'emprunt *direct* (émission de titres) ou *indirect* (par le biais d'intermédiaires financiers).

Pour la « théorie générale », ce n'est pas le placement de l'épargne qui détermine l'investissement productif. Tout simplement parce que ces deux grandeurs ne dépendent pas des mêmes variables :

→ La fonction d'investissement s'écrit : $I = I(i, emc)$

→ La fonction d'épargne est quant à elle : $S = S(Y)$

Contrairement aux affirmations de la théorie Classique de l'épargne et de l'investissement il n'existe donc pas dans l'économie de *mécanisme d'ajustement du niveau de l'investissement sur celui de l'épargne*, par le biais du taux de l'intérêt. Dans la mesure où le taux de l'intérêt est le *prix de la renonciation à la liquidité*. Et de plus, cela reviendrait à analyser la thésaurisation comme « *un excès d'épargne sur l'investissement* », proposition qui constitue un comble puisque qu'alors une partie du crédit bancaire servant à l'investissement serait en excédent et devrait être exclu, selon le schéma (dossier N° 6.3):



Pour la démonstration plus complète : (F. Van de Velde : « *Monnaie, chômage et capitalisme* », - chapitre 2 § 2 - op. cit. P 81- le schéma est de nous).

En outre, l'épargne des ménages peut décourager l'investissement global. Partie du revenu non consommée, l'épargne joue à diminuer la rentabilité de la production de biens de consommation, dont la demande fléchit. Franck Van de Velde propose la métaphore suivante pour concevoir les liens entre épargne et investissement, il écrit :

« L'épargne des ménages fonctionne par rapport à l'investissement des entreprises à l'image de la ficelle par rapport au ballon gonflable : on a déjà vu un ballon retenu par sa ficelle, mais jamais une ficelle poussant un ballon, du moins ailleurs que dans le monde enchanté des néo-classiques ». On a compris que l'épargne étant la ficelle, elle soutient l'investissement (le ballon) mais ne peut le hisser à un plus haut niveau en augmentant de volume. Pire, la ficelle peut faire s'écrouler le ballon. Ce qui se produit lorsqu'un renforcement de l'épargne se produit en période de crise ou de panne de l'accumulation. La situation générale de l'économie est donc déterminante. La théorie néo-classique affirme pourtant le contraire en supposant que *le taux de l'intérêt est la variable qui permet toujours d'égaliser l'épargne et l'investissement.* [C61]

L'équivalence ou identité keynésienne de l'épargne et de l'investissement, peut être retrouvée de manière plus complète en écrivant cette fois :

Soit le revenu $Y = \Pi + W$ et son affectation ou sa dépense $Y = C + I$

$\Pi + W = C + I \iff I = \Pi + (W - C)$, or $(W - C) \equiv S_m$ (épargne des ménages) et $\Pi \equiv S_e$ épargne des entreprise dans l'hypothèse d'une non redistribution des profits aux ménages.

Le résultat est donc l'égalité entre l'investissement et l'épargne, soit $I = S_m + S_e = S$

En raisonnant avec une part de profit redistribuée aux ménages en dividendes d'action et en revenu personnel des entrepreneurs (d), le reste étant conservé (c), l'équation s'écrit :

$I = \Pi_c + [(\Pi_d + W) - C]$ et on retrouve $I = S_e + S_m = S$ avec $S_e = \Pi_c$

b) Epargne souhaitée et Investissement désirée

Lorsqu'on veut intégrer les rôles de l'épargne et de l'investissement dans le principe d'équilibre macroéconomique entre l'offre globale et la demande globale, on est tenu de prendre en considération la distinction entre

Egalité ou Equivalence ou Identité de l'épargne et de l'investissement ($I \equiv S$) # Equilibre de l'épargne et de l'investissement ($I = S$)

Nous venons d'étudier le sens de l'identité comptable. Keynes va jusqu'à dire qu'il s'agit d'un « *truisme* » qui ne nous apprend rien, parce qu'il s'agit d'une *égalité ex post*, et qui se vérifie toujours. Il en est tout autrement si on y intègre les comportements des agents, c'est-à-dire si on construit la relation causale qui expliquerait la détermination de l'épargne par l'investissement, de sorte que

$S(Y) = I$

Sachant que $I = I$ (emc, i) donne le montant d'investissement que les entrepreneurs conduits par leurs anticipations jugent rentable de réaliser,

Et que $S = S(Y)$ donne le montant du revenu effectif que les ménages souhaitent épargner, compte tenu d'un niveau donné de leur propension à consommer.

Comment ce peut-il que cette égalité, à priori incertaine, puisse être réalisée, pour que soient déterminés un niveau de production et d'offre globale, un niveau d'emploi, un niveau de revenu et un niveau de demande, qui satisfassent les conditions de maximisation « côté offre » et « côté demande » ?

Nous connaissons partiellement la réponse, pour l'avoir traitée sous le titre « *le principe de la demande effective* » (voir supra). Car c'est bien sur *la demande effective* qui par sa croissance permet de porter les anticipations des entrepreneurs à niveau cohérent avec les conditions de maximisation auxquelles les deux catégories d'agents sont confrontés. Nous avons découvert le jeu du *multiplicateur d'investissement* $k = (1 / 1 - c)$, comme moyen

d'accroître le niveau de l'emploi global et la création d'emploi dans le secteur des biens d'investissement.

Mais le jeu du multiplicateur affecte d'autres relations, précisément celles qui constituent le problème auquel nous sommes parvenus.

c) La réponse par la demande effective et la seconde formule du multiplicateur : le ***multiplicateur de revenu*** et l'« **équilibre de sous-emploi** » keynésien

Le graphique construit plus haut et intitulé « Niveau de l'emploi global et niveau de chômage côté prix de l'offre globale » continue à être ici notre référence. Nous voulons montrer par quels moyens il est possible de porter au point B de demande effective, l'équilibre de sous emploi atteint au point A de demande effective. C'est-à-dire comment il est possible de passer d'une situation de sous emploi à une situation proche du plein emploi. Notre réponse est donc le glissement de l'ADP₁ à l'ADP₂.

L'équilibre keynésien sur la marché des biens signifie à court terme que les anticipations de débouchés (ou ventes) qui ont entraîné **les décisions de production (Q)** et d'emploi (N) sont confirmées par les recettes correspondantes (Y). Ces recettes étant la somme des dépenses de consommation des ménages [c(Y)] et d'investissement (I) des entreprises. Confirmation traduite par l'égalité :

$Y = C(Y) + I$ on peut appeler cette équation, équation du prix d'offre global ou Equation de demande effective

Elle diffère de la relation $Y = C + I$ qui elle est une égalité comme on vient de le voir. Y reste bien le prix d'offre globale *mais évalué à sa valeur de marché*, alors que dans l'équation il l'était suivant les anticipations.

C'est pour cette raison que *le principe de la demande effective n'est vrai que pour une valeur unique de (Y)* dans $Y = C(Y) + Y$. Ce qui est le même de dire que l'équation de demande effective est une équation à une inconnue (Y), dont la solution (Y) est la valeur de la production à l'équilibre du marché des biens. Cette équation peut aussi s'écrire $S(Y) = I$ en remplaçant simplement $Y - C(Y)$ par $S(Y)$.

Dans $S(Y) = I$ on a maintenant l'égalité de la **FONCTION D'EPARGNE** avec le **MONTANT** de l'investissement.

En reprenant l'ensemble du raisonnement on est alors conduit au constat, non paradoxal, suivant lequel « **la demande effective est...l'offre qui engendre une demande équivalente** » (J.M Keynes, TG, op. cit, P122). [C62] En effet :

Pour chaque niveau de production Q donné correspond un niveau de production Y(Q) et donc une demande monétaire engendrée par cette production qui s'écrit $C[Y(Q)] + I$ conformément à la définition donnée plus haut. Voilà pourquoi la théorie de la demande effective de Keynes ne supprime pas la loi de Say. La production crée bien ici la demande permettant son écoulement. Cependant comme dit Van de Velde il existe une différence « *mais de taille, par rapport à la loi de Say, c'est qu'il n'existe qu'une seule valeur de l'offre qui crée "sa propre demande"* », et cette demande est *effective au sens de « efficace »* ou qui exerce ses effets (F. Van de Velde : « *Monnaie, chômage et capitalisme* », - op. cit. P 122-).[C63]

Des déséquilibres peuvent donc se produire et qui pour l'essentiel sont de deux types :

- Surproduction: $Y > C(Y) + I \Leftrightarrow S(Y) > I$
- et Excès de demande : $Y < C(Y) + I \Leftrightarrow S(Y) < I$

Dans la théorie moderne dite du « **déséquilibre** » (qui veut réconcilier les théories keynésienne et néo-classique) ils sont dénommés respectivement **chômage keynésien et chômage classique**. Selon cette théorie la différence entre les deux tient au niveau du **salaire réel : trop bas** dans le premier cas, et **trop élevé** dans le second.

Toutefois ceci n'est qu'une manière de réaffirmer la **nécessaire flexibilité du salaire réel**, pour résorber les déséquilibres : en diminuant **les prix** dans le premier cas (w/p augmente, et en diminuant les **salaires nominaux** dans le second cas (w diminue et S régresse au profit de C).

Nouvelle approche qui fait sourire Van de Velde qui écrit, un peu à la manière de Joan Robinson :

« Le chômage keynésien apparaissant comme un cas particulier, les théoriciens du déséquilibre ont réussi à reprendre la main dans le petit jeu de la généralisation consistant à faire apparaître la théorie de l'autre comme un cas particulier de la sienne propre. Pour réussir cette habile manœuvre, il leur a suffi d'affirmer que "Keynes raisonne à prix fixes". Tous les étudiants finiront par le croire maintenant que dans la plupart des manuels, le chapitre consacré à Keynes est intitulé "Le modèle keynésien à prix fixes" » ((F. Van de Velde : *« Monnaie, chômage et capitalisme »*, - op. cit. P 129-).

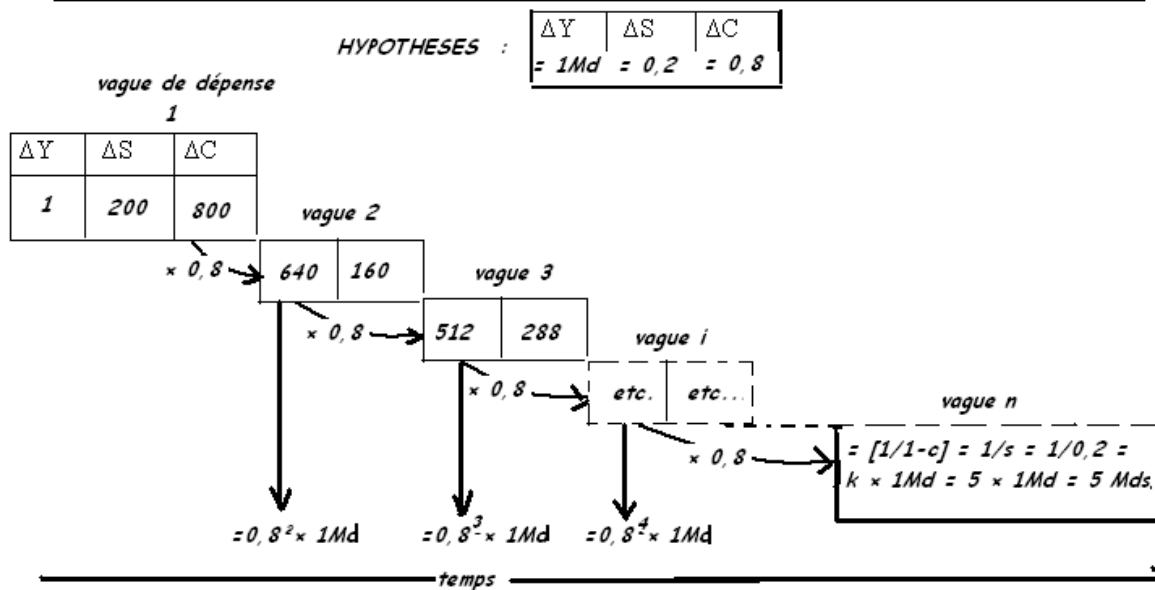
L'auteur restitue alors la véritable dimension, selon lui, de la théorie keynésienne, laquelle est une analyse qu'il qualifie de l'« **équilibre de sous emploi** ». Il y a selon lui *chômage keynésien*, au sens de Keynes, : *« lorsque l'équilibre du marché des biens coexiste avec un excès d'offre sur le marché du travail »* ((F. Van de Velde : *« Monnaie, chômage et capitalisme »*, - op. cit. P 129-). Dans ce cas, des salariés disposés à travailler pour le salaire réel en vigueur, se trouvent sans emploi et sont *chômeurs involontaires*. Dans cette situation, les situations des entrepreneurs et des salariés diffèrent. Différence exprimés par Van de Velde de cette manière : *« Tandis que les entrepreneurs réalisent leur programme (de maximisation), les salariés ne parviennent pas à réaliser le leur »* ((F. Van de Velde : *« Monnaie, chômage et capitalisme »*, - op. cit. P 129-).[C64]

Keynes a pu montrer que dans l'hypothèse dans tel déséquilibre, la baisse du salaire monétaire ne faisait qu'empirer les choses. D'une part parce les travailleurs déterminent leurs comportements économiques en considérant leur salaire nominal et non le salaire réel (sur lequel ils n'ont pas d'idée précise). Cette proposition est inverse de celle de la théorie néo-classique, car elle affirme que les salariés sont *victimes de l'illusion monétaire*, que la théorie néo-classique suppose au contraire disparue chez les travailleurs. Elle devient aussi un soutien aux revendications de ces travailleurs, relatives au maintien des salaires nominaux, car ils sont garants d'un niveau minimal de la demande effective.

A l'inverse la hausse du revenu global par le biais du multiplicateur d'investissement seconde Formule, doit au contraire permettre l'élévation du niveau de ces revenus monétaires et par conséquent stimuler la croissance de la demande effective, afin de résorber une partie du chômage observé « *côté demande* ».

Le multiplicateur d'investissement seconde formule est un multiplicateur de revenu dont le principe est exposé à l'aide du tableau ci-dessous (dossier N° 6.3):

Le mécanisme du multiplicateur de revenu : un exemple numérique



Dans cet exemple on a supposé une hausse initiale de l'investissement dans l'économie d'un montant de 1Milliard. Sachant que la propension à consommer est constante et égale à 0,8, et la propension à épargner égale à 0,2, toutes choses égales par ailleurs on montre que : la dépense de consommation initiale engendre plusieurs vague de dépense, sous le rapport de 0,8.

Ces vagues de dépenses permettent d'écrire une progression géométrique liée à l'investissement initial, telle que

$\Sigma \Delta Y = \Delta Y (1 + c + c^2 + \dots + c^{n-1})$, en supposant que la progression entre parenthèse tende vers l'infini, alors la somme tend vers $(1/1-c) = 1/s = k$ soit ici $k=1/0,2 = 5$.

La dépense initiale d'investissement de 1 Milliard engendre finalement un accroissement de revenus égal à 5 Milliards.

Le schéma se complète par la croissance de l'épargne correspondante qui est de 1 Milliard. Tout se passe donc comme si l'investissement s'autofinçait, en engendrant par les hausses successives de revenu un montant d'épargne équivalent à l'investissement initial. L'investissement qui engendre sa propre épargne est dit *Investissement autonome*, car il ne requiert pas d'épargne préalable, qui aurait pu nuire à l'écoulement de la production déjà réalisée.

Parallèlement aux vagues de revenus il existe des vagues de création d'emploi, et en tout cas un maintien de l'emploi existant. Ce mécanisme de l'investissement autonome est donc une action « côté demande » contre le sous emploi, et par conséquent un moyen de lutte contre le chômage.

L'idée essentielle de Keynes est qu'en période de crise (inflation et chômage) l'économie de marché à deux agents est dans l'incapacité de trouver en son sein les dépenses d'investissement susceptibles de générer le mécanisme du multiplicateur. Il est donc nécessaire qu'une force extérieure au marché puisse jouer ce rôle. L'intervention publique constitue cette force.

d) Le rôle de l'intervention publique

d-1) *La Notion d' « intervention publique » chez Keynes*

Keynes précise bien la philosophie économique qui guide sa proposition d'une implication de l'Etat dans la gestion des mécanismes de l'équilibre de sous emploi. Il définit comme on sait les *formes de l'intervention de l'Etat selon leurs objectifs*. Ceci est connu de tous.

Cette invention, puisque c'est ainsi qu'il faut l'appeler, doit toutefois être nuancée. Beaucoup d'auteurs réduisent cette capacité créatrice de l'œuvre de Keynes en matière d'intervention publique. Keynes serait loin d'avoir innové, ou agit sur les politiques de son temps, et pire peut être n'y connaissait pas grand-chose. Ce point de vue est soutenu en faisant référence par exemple à l'événement anecdotique de la rencontre avec le Président Roosevelt en Juin 1934 à l'issue de laquelle Le président aurait déclaré qu'il n'avait rien compris de ce que lui avait dit Keynes.

Par ailleurs, tout historien de la pensée économique, sait bien qu'il n'a pas fallu attendre Keynes, pour que l'on définisse la *politique de grands travaux publics* comme moyen de mettre la main d'œuvre au travail. Le Ministre Colbert en fut un représentant, mais nous citerons plus volontiers la thèse praticienne de Vanderlint, qui définit au XVIII^{ème} siècle le mode d'insertion de la Couronne dans le fonctionnement global de l'économie. Celle-ci est appelée à la Rescousse pour instituer le marché national lui-même.

Enfin, du point de vue des faits, la causalité historique unilinéaire entre la le succès des politiques keynésiennes d'avant guerre et les trente glorieuses d'après guerre, est contestée. On se pose la question de savoir quel est le fait qui explique l'autre ?

Relativiser n'est pas contester. Car il reste vrai que seule la Théorie Générale pouvait dessiner de manière aussi structurée, les fameuses tâches qui incombent à l'intervention publique en période de récession, et selon les phases du cycle économique (inflation, chômage, déflation etc.). Notamment, il paraîtrait impensable qu'un théoricien néo-classique ait pu écrire : « *Les agenda de l'Etat les plus importants ne sont pas les fonctions qui sont déjà remplies de manière privée, mais celle qui ne le sont pas, et les décisions qui ne seront prises par personne si l'Etat ne les prend pas* » (Keynes... » *the end of laissez faire* » *souligné dans le texte*).[C65] Impensable, dans la mesure où l'horizon économique avant Keynes est non seulement celui des seuls agents atomisés (ce qui interdit de penser à des fonctions privées non remplies, puisque chacun est censé s'occuper de lui-même), et l'horizon temporel est aussi le leur (ce qui interdit de penser un horizon du temps de la société dans son ensemble, qui devrait se concevoir comme telle). Sur la portée critique de sa « Théorie générale », Keynes ne s'est donc pas trompé. Il a pris grand soin de préciser *la non révolution qu'il instaurait par la continuité d'un libéralisme plutôt consolidée*. Il montre ceci par la distance que ses thèses interventionnistes prennent vis à vis d'une conception révolutionnaire de la société, en prenant pour source d'inspiration principale l'œuvre de Silvio Gesell (1862-1930), qui « *était un commerçant allemand prospère, installé à Buenos Ayres* », et selon Keynes, « *un étrange prophète (...) qui a été injustement méconnu* » :

« *On peut dire que le but général du livre est de construire un socialisme anti-marxiste, de lutter contre le laissez-faire en utilisant des raisons théoriques entièrement différentes de celles de Marx, puisqu'elles reposent sur la répudiation et non sur l'acceptation des hypothèses classiques, sur la suppression des entraves à la concurrence et non sur son abolition. Nous estimons que l'avenir aura plus à tirer de la pensée de Gesell que de celle de Marx. Le lecteur qui se reportera à la préface de l'Ordre Économique Naturel pourra apprécier la valeur morale de Gesell. C'est dans cette préface qu'il faut chercher à notre avis la réponse au Marxisme* » (J.M Keynes, TG, op. cit, Chap XXIII).[C66]

Si le « *socialisme antimarxiste* » dont parle Keynes, demeure un socialisme, de quel type est-il ? Keynes répond :

« *Aussi pensons-nous, écrit Keynes*

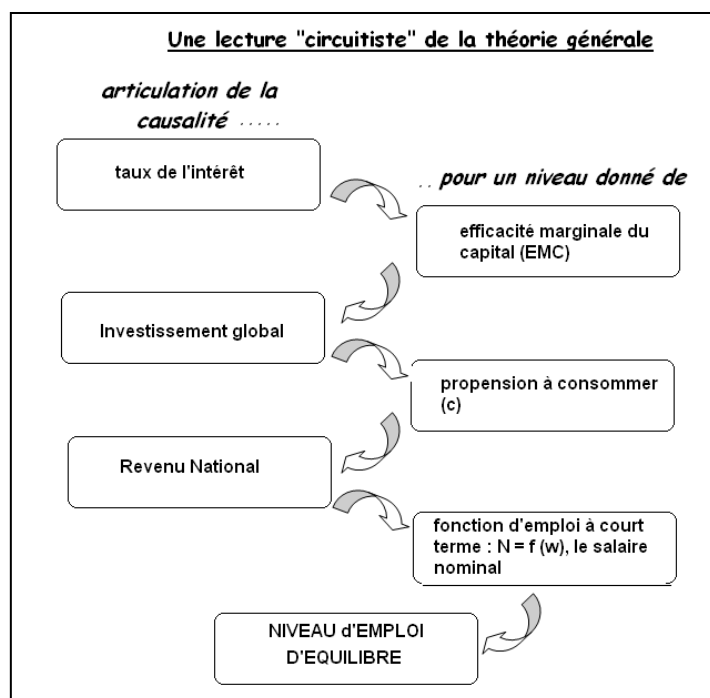
qu'une assez large socialisation de l'investissement s'avèrera le seul moyen d'assurer approximativement le plein emploi, ce qui ne veut pas dire qu'il faille exclure les compromis et les formules de toutes sortes qui permettent à l'État de coopérer avec l'initiative privée. Mais à part cela, on ne voit aucune raison évidente qui justifie un socialisme d'État embrassant la majeure partie de la vie économique de la communauté. L'État n'a pas intérêt à se charger de la propriété des moyens de production. S'il est capable de déterminer le volume global des ressources consacrées à l'augmentation de ces moyens et le taux de base de la rémunération allouées à leurs détenteurs, il aura accompli tout le nécessaire. Les mesures indispensables de socialisation peuvent d'ailleurs être appliquées d'une façon graduelle et sans bouleverser les traditions générales de la société. » (J.M Keynes, TG, op. cit, Chap XXIII).[C67]

L'état doit donc participer au marché en intensifiant le jeu de ses mécanismes vertueux. Cette participation ne se comprend pas sans les enseignements de l'ensemble de la « Théorie Générale ». Enseignements qui donnent naissance aux trois grandes idées suivantes :

- Ce sont les anticipations des entrepreneurs du niveau de la demande globale qui déterminent le niveau général de l'emploi, et non le marché du travail
- La croissance du produit global nécessaire à la réalisation du plein emploi, peut être insuffisante du fait de la déficience de la demande globale, elle-même due à un niveau de l'Investissement trop faible
- La préférence pour la liquidité fait de la monnaie la variable principale des mécanismes de l'équilibre de sous emploi.

Ces idées peuvent être articulées selon au moins deux types de représentations :

- La première dite « *circuitiste* » (adoptée par nous plus haut) retient une détermination successive des valeurs des variables, par les implications suivantes (dossier N° 6.3):



Cette lecture, dénommée également « *approche de la circulation* », rapproche la démarche de Keynes de celles de Quesnay et Marx.

- Une autre interprétation, consiste à considérer « l'équilibre keynésien de sous emploi » comme un *nouvel équilibre général*, qu'il suffirait de présenter au moyen des outils de la théorie néo-classique en tenant compte de sa spécificité keynésienne, celle du chômage involontaire. La détermination des valeurs des variables n'est plus alors successive, mais *simultanée*.

L'équilibre général keynésien peut être déterminé à condition de raisonner sous l'hypothèse néo-classique de flexibilité des salaires et des prix.

Cette simultanéité (comme chez Walras par exemple) doit cependant prendre pour base, des fonctions keynésiennes dont la définition diffère des mêmes fonctions néo-classiques. Le tableau ci-dessous présente ces différences, qui ont permis l'*édification de la fameuse présentation* dite « Hicks-Hansen » de la Théorie Générale, laquelle a fait couler beaucoup d'encre (dossier N° 6.3).

L'équilibre général néo-classique et l'équilibre de sous emploi keynésien <i>Les principales fonctions du modèle</i>		
L'équilibre général néo-classique	Les marchés	l'équilibre de sous emploi keynésien
$S = S(i)$ $I = I(i)$ $S = I$	A) <u>Le marché des produits</u> Epargne Investissement Condition d'équilibre B) <u>Le marché de la monnaie</u> Offre de monnaie Demande de monnaie Equilibre C) <u>"Marché du travail"</u> Fonction de production Demande de travail Comportement des salariés Condition d'équilibre	$S = S(Y)$ $I = I(i, emc)$ $S = I$ $M = M_0$ donnée $L = L(pY)$ $L = M_0$ $Y = f(N, K_0)$ $f'_{ND} = w/p$ (voir ci-dessous) $N_S = \varphi(w/p)$ $N_S = N_D$
$M = M_0$ donnée $L = L(pY)$ $L = M_0$		$M = M_0$ donnée $L = L(pY, i)$ $L = M$
$Y = f(N, K_0)$ $f'_{ND} = w/p$ (voir ci-dessous) $N_S = \varphi(w/p)$ $N_S = N_D$		$Y = f(N)$ $f'_{ND} = w/p$ (voir ci-dessous) $w = w_0 + w(N)$ <i>inexistante</i>

Nous avons souligné en gras, les différences essentielles. Il est recommandé aux étudiants de s'initier à la lecture de ce tableau comparatif, qui reprend les commentaires déjà donnés.

Quelque soit l'interprétation (circuitiste ou non) que l'on retient, la nécessité d'une « *politique macro-économique* » demeure toujours le critère distinctif de la théorie keynésienne. Cette politique se subdivise en trois types de mesures, appelées elles mêmes « *politiques* ». Ce sont la *politique monétaire*, la *politique budgétaire* et la *politique de revenu* (dont la *politique fiscale*). Ces modalités d'action de l'Etat sur la vie économique deviendront après Keynes des branches de la discipline économique. De ce point de vue Keynes prolonge en quelque sorte le travail de Marshall qui avait fait entrer l'économie comme discipline à l'Université. Mais surtout elles deviendront le mode privilégié de subdivision des tâches des gouvernements successifs dans la plupart des pays industrialisés, qui les adapteront évidemment à la situation économique, et à leurs programmes respectifs.

Nous présenterons brièvement ces trois types de politique. On les trouvera développées dans les manuels de la bibliographie. La base de cette présentation est constituée par les enseignements des paragraphes précédents, sauf ajouts complémentaires.

d-2) La politique monétaire

Keynes adopte vis-à-vis de la politique monétaire une attitude très réservée. Son incidence lui paraît limitée du fait des contraintes qui pèsent sur elles. Par ailleurs, il s'oppose aux conceptions traditionnelles du *rôle de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie*. En particulier :

- il récuse le fait que l'inflation soit la conséquence nécessaire d'une hausse de la quantité de monnaie en circulation. A la hausse des prix induite par la croissance de la masse monétaire Keynes **ajoute-** dans la situation « normale », celle de la sous-utilisation des capacités de production (L, et K), dans certains secteurs- **un autre effet sur les quantités produites**, qui accroît le niveau de l'emploi. *C'est l'effet quantité* qui peut obérer le processus inflationniste. L'inflation est selon Keynes un processus plutôt engendré par *les coûts de production et le rapport de forces* pour le partage de la valeur produite. *Exprimée par le niveau du prix celle-ci s'écrit en effet :*
$$\text{Prix} = \text{Coût} + \text{marge bénéficiaire}$$
- **La déflation** lui paraît au contraire être un risque plus grand encouru par l'*économie de marché et d'endettement*. Lorsque dans une dépression, les prix chutent, la situation des entreprises se dégrade conduisant celles-ci à des dettes non remboursables, et à leur fermeture, donc à une hausse du niveau du chômage.

La variable déterminée qui guide la politique monétaire est évidemment le niveau de l'emploi, mais la variable déterminante, reste selon le schéma de Keynes le niveau du taux de l'intérêt. L'effet que doit alors rechercher la politique monétaire est la baisse du taux de l'intérêt, lequel pour une EMC donné devrait relancer l'investissement productif.

Si un tel effet est strictement obtenu il s'accorde avec la volonté défendue dans la « Théorie Générale » de *favoriser le développement du capital productif* dans l'économie au détriment *du capital destiné à la spéculation*. Keynes a rendu célèbre cet objectif par son expression d'« *euthanasie des rentiers* ». S'inscrivant dans la tradition de la pensée économique, plutôt « Classique » ici (Smith, Ricardo etc...), Keynes identifie en effet un groupe social dont les intérêts divergent avec l'intérêt général. Ce groupe est celui des *capitalistes oisifs*, les *rentiers*, qui maintiennent leur niveau de vie aisé en spéculant sur la valeur de la monnaie, et sur les variations du taux de l'intérêt. Il va de soi que l'objectif de la baisse du taux de l'intérêt, si nécessaire pour la collectivité, joue en leur défaveur. Les propos de Keynes sont en effet les suivants :

« Malgré la disparition des rentiers, il y aurait encore place pour l'entreprise et pour l'habileté dans l'estimation des rendements escomptés susceptibles d'être appréciés diversement. » (J.M Keynes, TG, op. cit. Livre IV, chap. XVI).

Et, « Le grand avantage du programme que nous préconisons, c'est que la disparition du rentier ou du capitaliste sans profession n'aura rien de soudain, qu'elle n'exigera aucune révolution,.. » (J.M Keynes, TG, op. cit. Livre IV, chap. XXIV).[C68]

Mais l'existence d'un *taux d'intérêt conventionnel* (celui de la politique ou en son absence le taux anticipé tel « *que l'opinion dominante estime qu'on le prévoit* » (Keynes)), lequel devenant un taux de long terme littéralement *endogène au système*, in stabilise les anticipations sur la valeur de la monnaie, ainsi que l'EMC. D'endogène qu'elle était au

système, la monnaie devient exogène. Le résultat est l'annulation de l'effet recherché par la politique monétaire ; la relance de l'investissement n'ayant pas lieu parce que *le taux de l'intérêt du marché ne baisse pas*.

d-3) La politique budgétaire (et la politique de revenu)

La politique budgétaire est un sous ensemble de la politique économique. Elle consiste par le biais du budget de l'Etat –dépenses et recettes issues de la fiscalité- à coordonner et à infléchir si nécessaire les choix économiques et sociaux réalisés par les unités économiques indépendantes.

Plus précisément *la dépense publique d'investissement* (côté dépense du Budget), est dans l'optique de Keynes destinée à *permettre aux salariés de réaliser leur programme*, en suppléant la déficience de l'investissement privé. Si une telle politique doit être efficace, c'est qu'elle contribue à *une hausse de la demande globale par le biais du jeu du multiplicateur de revenu* appelé ici ***multiplicateur de dépense publique***.

La dépense peut aussi prendre *la forme de la distribution de revenus dit de transfert* (politique familiale, politique de logement, politique d'aide aux différentes catégories de population : personnes âgées, handicapés, femmes seules, et chômeurs notamment). En isolant cette dépense on pourrait aussi calculer un *multiplicateur de transferts*.

Enfin, *la manipulation des variables fiscales, dont le taux d'imposition* est aussi considérée comme le moyen pour la dépense publique de contribuer à la réduction des inégalités de revenu. Ici également il est possible de calculer un ***multiplicateur fiscal***.

La démonstration de ces multiplicateurs nécessite la reformulation des conditions de l'équilibre de sous emploi, puisqu'on passe à une économie à 3 agents. Cette démonstration suppose d'exclure les échanges extérieurs par commodité.

On appelle « G » le montant des dépenses publiques, lesquelles additionnées aux dépenses des ménages (C) et des entreprises(I) forment la *demande effective*. Ce qui fait désormais intervenir dans le modèle les éléments suivants :

→La dépense publique suppose des recettes par impôt. Les ressources fiscales de l'Etat son appelées (T), et se subdivise en (T₀), recettes indépendantes de l'activité, et (tY) la part des recettes liées au revenu national. Apparaît ainsi la *variable « t »*, le taux marginal d'imposition, tel que $0 \leq t \leq 1$

→Pour combler l'éventuelle différence entre G et T, l'Etat peut émettre des bons du Trésor ou autres titres, pour lever des recettes d'emprunt auprès des autres agents (Ménages, entreprise, extérieur)

La propension à consommer des ménages s'en trouve modifiée. En effet le revenu brut (Y) des ménages, devient un Revenu net après impôts (revenu brut – Impôt), soit $(Y - T = Y_d)$. La fonction de consommation est alors : $C = C_0 + cY_d = C_0 + c(Y - T)$

Il s'ensuit que l'égalité de l'offre globale et de la demande globale sur le marché des biens s'écrit :

Offre (Y) = Demande (D)

$C_0 + c(Y - T) + I_0 + G = C_0 + c(Y - T_0 - tY) + I_0 + G$ en développant à droite et à gauche, en changeant de membre, et en mettant Y en facteur, on peut écrire :

$Y[1 - c(1 - t)] = C_0 - cT_0 + I_0 + G$

$$Y = \frac{C_0 - cT_0 + I_0 + G}{1 - c(1-t)}$$

Pour en déduire le Revenu d'équilibre
t [C69]

équation à deux variables: G et

La valeur des deux multiplicateurs est alors la suivante (voir document de cours N° 6.3)

Multiplicateur	Calcul	Formule	Signification
Dépense publique	Dérivée partielle de Y par rapport à G $\frac{dG}{1-c(1-t)}$	$\frac{1}{1-c(1-t)}$	Pour un t donné, la croissance du revenu global liée à celle de la dépense publique est plus que proportionnel.
Fiscal	Dérivée partielle de Y par rapport à t $\frac{-c dT}{1-c(1-t)}$	$\frac{c}{1-c(1-t)}$	Pour un G donné, la croissance du revenu est plus que proportionnelle à la <u>baisse</u> du taux d'imposition t.
Une relation générale existe entre les 3 MULTIPLICATEURS : dépenses < Fiscal < Investissement $\frac{c}{1-c(1-t)} < \frac{1}{1-c(1-t)} < \frac{1}{1-c}$			

Que l'on prenne l'une ou l'autre des formes d'intervention, on doit constater que l'action de l'état a toujours un effet sur l'activité économique. *Autrement dit, le budget de l'Etat n'est donc pas neutre par définition.* La démonstration qui supporte cette proposition est celle dite du « *Théorème de Haavelmo* » (ou "**balanced budget multiplier theorem**"). Trygve Haavelmo (Université d'Oslo) l'établit dans "Multiplier Effects of a Balanced Budget", 1945, *Econometrica* ("Supp. Notes", 1946).[C70]

Le cas particulier de ce théorème, souvent cité, est celui du *multiplicateur de Budget équilibré*. L'hypothèse est celle d'une croissance identique des dépenses de l'Etat et des recettes par impôt. Dans les formules ci-dessus cela signifie que $dG = dT$. Le multiplicateur de dépenses peut alors s'écrire, en remplaçant T par G dans

$$dY = \frac{1}{1-c(1-t)} dG + \frac{-c}{1-c(1-t)} dT$$

$$dY = \frac{1}{1-c(1-t)} c G + \frac{-c}{1-c(1-t)} dG$$

$$= \frac{1-c}{1-c(1-t)} dG$$

Dans le cas particulier où t, le taux marginal d'imposition est nul, alors il n'y a plus de multiplicateur fiscal et le résultat est réduit à = 1.

Haavelmo démontre ainsi que la neutralité de l'intervention publique ne peut être prouvée par l'équilibre du budget ($dT=dG$), puisque le résultat montre que la croissance du revenu global est du même montant que celle des dépenses.

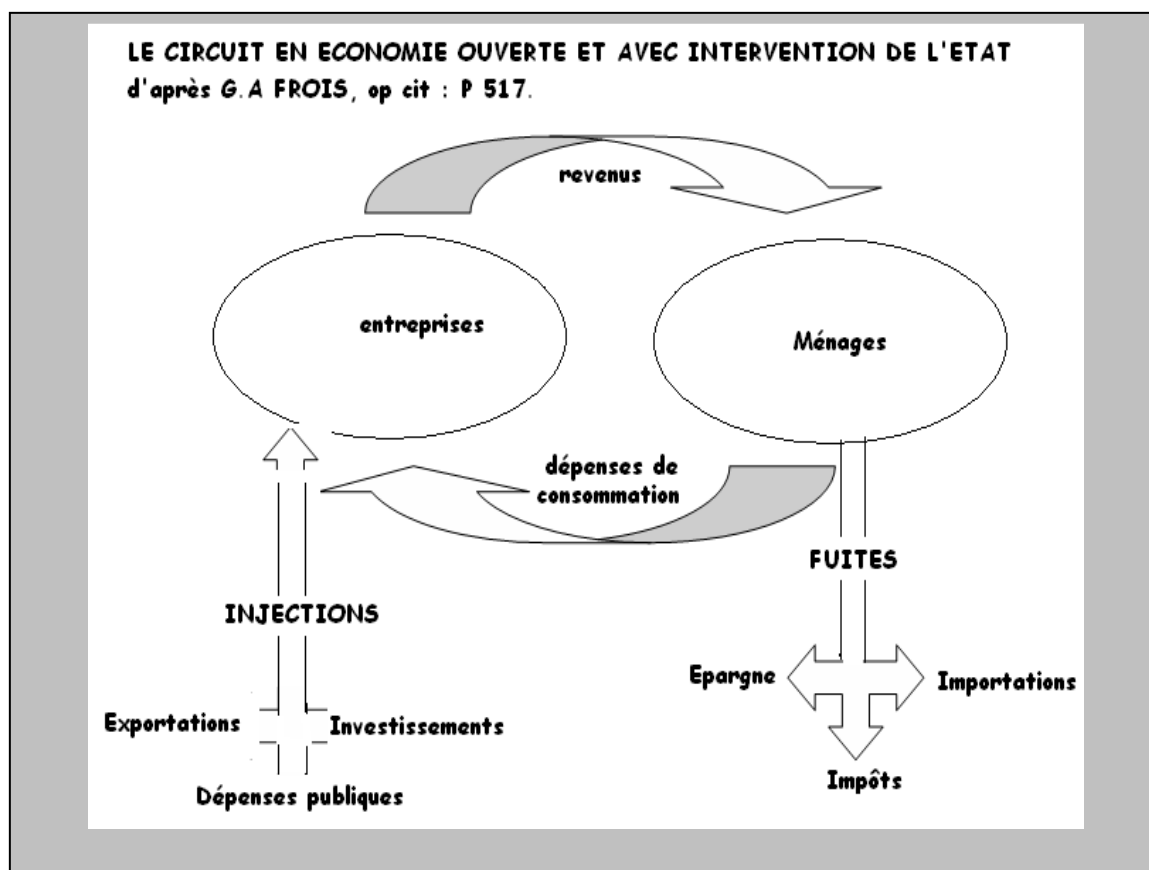
V) Le rôle des échanges extérieurs

V1) l'extérieur : un complément essentiel au circuit

La « Théorie Générale » est née dans le désordre international qui a suivi la crise 1929-30-31. Elle prend, du moins son auteur, cette orientation internationale dans ses principes mêmes : « *Selon moi, la possibilité de diriger notre économie dépend de la liberté que nous aurons à fixer le taux d'intérêt approprié sans nous référer au taux qui prévalent ailleurs dans le monde.* ».(J.M Keynes : « *collected writings of John Maynard Keynes* », cité par P. Combemale, op. cit, P. 109). Le fait que ce vœu puisse aujourd'hui et depuis longtemps paraître comme un vœu pieu, ne signifie pourtant pas que Keynes ait mal jugé la situation internationale. C'est le contraire. La proposition de réorganisation monétaire internationale faite par Keynes au Trésor Britannique en 1941, allait jusqu'à prévoir la création d'une *banque centrale mondiale*, et donc implicitement l'*instauration d'un système de change fixe*. Ce sont les Accords de Bretton Woods qui ont été défavorables à cette proposition, pour lui préférer le plan américain dit « plan White », lequel par sa méthode devait peu à peu soumettre l'ensemble du système monétaire international à l'hégémonie du dollar, monnaie fluctuante. Cette place du dollar dans le monde est devenue un sujet de préoccupation, traité par de nombreux spécialistes de la question. Pour un aperçu synthétique sur cette question, on peut se référer à Jean Claude Delaunay : « **Le dollar, monnaie mondiale** » - Fondation Gabriel Péri – Juin 2006 – 94 pages (format Poche) –déjà cité en première partie-, dont la démonstration s'appuie sur les travaux récents de M. Aglietta, A. Orléans, R. Girard.

V2) Le Revenu national d'équilibre avec échanges extérieurs : le multiplicateur d'exportations

Nous ne développerons pas les échanges extérieurs sous tous ces aspects. Nous nous limitons à l'intégration simple dans le circuit de l'agent « extérieur », c'est-à-dire les *importations* et les *exportations*. Nous remarquons avec les paragraphes 2 et 3 que le circuit désormais à 4 agents (si on simplifie : Entreprises, ménages, Etat, Extérieur, *les intermédiaires financiers étant censés « faire circuler la monnaie »*) apparaît doté de 2 processus dit d' « injection de liquidité » (ex : G) et de « fuite » (ex : Impôts payés par les ménages). Il est donc possible de le faire apparaître comme tel en reprenant par exemple le schéma proposé par G.A Frois dans le manuel cité, page 517 (document de cours N° 6.3).



Les exportations et les importations apparaissent donc dans le schéma selon qu'elles jouent à faire augmenter les réserves de devises (il y a alors injection de liquidités internationales dans le circuit) ou au contraire à les diminuer (il y a alors fuites du schéma). Nous savons (voir Vanderlint) que l'important dans les échanges, consiste dans l'équilibre de la balance, ou mieux dans la réalisation d'un *excédent de la balance commerciale*.

On peut dynamiser cette présentation en déterminant finalement le revenu d'équilibre en présence d'échanges internationaux. (Dossier N° 6.3).

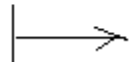
Soit H les importations et X les exportations. Il est possible de déterminer *une propension marginale à importer* à partir de l'équation complète du revenu global en économie ouverte. Soit cette équation : $Y + H = C_0 + cY + I_0 + X$, comme nous l'avons fait plus haut, cette équation devient ici :

$$Y = \frac{1}{1-c} (C_0 + I_0 + X - H)$$

**en supposant un niveau minimum
d'importations**

$$H = H_0 + hY$$

avec $h = dY/dH$



La fonction devient
 $Y + H_0 + hY = C_0 + cY + I_0 + X$
 $Y(1+h-c) = C_0 + I_0 + X - H_0$

$$Y = \frac{(C_0 + I_0 + X - H_0)}{1-c+h} = \frac{(C_0 + I_0 + X - H_0)}{s+h} \quad \text{avec "s" = 1-c}$$

D'où le multiplicateur d'Exportations obtenu en dérivant
 partiellement par rapport à (X) dans les deux
 expressions successivement :

$$\underline{k_e = 1 / (1-c+h) = 1 / (s+h)}$$

